



## 1985, Année de la Jeunesse

„Et pourquoi pas plutôt une Année de l'Année.... ? Parce que là, il y a encore du travail à faire". Voilà la paraphrase d'un aphorisme dont l'original se trouve inscrit sur un écusson à la porte du secrétariat flamand à l'Année de la Jeunesse et qui résume assez bien les sentiments des jeunes à cet égard.

Lorsque 1985 a été choisi comme Année de la Jeunesse par l'Assemblée générale des Nations Unies, un certain scepticisme

s'est manifesté dans les rangs de la jeunesse de la Communauté européenne et bien entendu en Belgique, à propos d'un projet inventé par des diplomates. Les Années successives de la Femme, puis du Village (après la fusion des communes !) et de l'Enfant avaient laissé de très grands points de suspension voire d'interrogation dans les milieux concernés.

Après une série de discussions parmi les repré-

sentants de la jeunesse européenne et belge, l'aspect positif l'emportait sur le scepticisme : s'il faut une Année de la Jeunesse, tâchons d'en tirer le meilleur bénéfice, étalons au grand jour les vrais problèmes auxquels les jeunes ont à faire face et proposons des solutions de notre cru.

Le premier problème est assurément celui du chômage. Ce sera le sujet de l'article que vous pouvez lire à la p. 8.

## Dans ce numéro

- 2 Prix des livres
- 4 Fonds Régional De Spaanjerd-Kinrooi
- 7 Taxes sur les voitures
- 8 Jeunesse sans emploi
- 9 Fonds Social
- 10 Politique de la pêche
- 12 Commerce avec la Chine

# Le prix des livres : une affaire européenne ?

Comment concilier la défense d'un produit culturel spécifique, le livre, avec le bon fonctionnement d'une Communauté économique fondée sur la liberté de circulation et la libre concurrence ? C'est la question centrale que l'on peut se poser après le récent arrêt de la Cour de Justice des Communautés Européennes (C.J.C.E.) dans l'affaire récente du „prix unique” des livres en France. (Pour mémoire, rappelons l'arrêt de la Cour du 17 janvier 1984 qui allait dans le même sens, dans l'affaire des représentants des libraires (néerlandais et flamands) contre une décision de la Commission. Voir EURINFO mai-juin 1984, n° 88, p. 4).

## Un détonateur, la loi Lang

Le 10 janvier dernier, la C.J.C.E. a déclaré que le gouvernement d'un Etat membre de la Communauté a le droit de faire fixer par l'éditeur ou les importateurs le prix de vente au public des livres. Cette prise de position a réjoui à la fois l'auteur de la loi en cause, le ministre français Jack Lang, et tous ceux qui, dans la Communauté européenne, se prononcent pour des mesures spécifiques, nationales ou communautaires, de protection de la diversité, de la qualité des livres et de leur distribution.

Cependant, dans la même affaire, la C.J.C.E. a condamné certains aspects de la „loi Lang” : le fait que, seul, le premier importateur, ou dépositaire „principal”, puisse fixer le prix des ouvrages importés et d'autre part l'application du „prix unique” aux livres français exportés vers un autre Etat-membre de la Communauté, puis réimportés en France. Ces deux éléments, de l'avis de la Cour ont donné satisfaction aux grandes surfaces françaises — les centres Leclerc et la FNAC : celles-ci contestaient la loi Lang depuis sa naissance, en août 1981, l'estimant in-

compatible avec le Traité de Rome.

La loi Lang, la seule du genre dans toute la Communauté, interdit aux revendeurs de pratiquer des rabais supérieurs à 5 % du „prix unique”. La FNAC, plus gros libraire de France, et disposant d'un magasin à Bruxelles, a passé outre en faisant venir des livres de Belgique ; ces livres étaient vendus en France „à prix européen” ; de même, les centres Leclerc qui sont devenus le deuxième vendeur français de livres ont offert des rabais allant bien au-delà des 5 % autorisés par la loi. C'est à la suite de la plainte d'un libraire français contre un centre Leclerc que l'affaire est remontée jusqu'à la C.J.C.E. : la Cour d'appel de Poitiers, ne sachant pas si elle devait appliquer la loi Lang ou le Traité de Rome dans l'interprétation de M. Leclerc, a posé le problème aux juges de Luxembourg.

## Pas de réglementation européenne

Actuellement, les livres en général et leur prix en particulier ne font l'objet d'aucune réglementation particulière au niveau européen. Le Traité de Rome qui garantit à toutes les marchandises vendues dans la Communauté la libre circulation d'un Etat membre à l'autre et une concurrence non faussée, ne prévoit aucune exception pour les livres. Ceux-ci doivent donc, comme n'importe quel produit, pouvoir passer sans problèmes et sans discrimination les frontières intra-communautaires et être en mesure d'offrir au niveau de la distribution un avantage de prix par rapport à leurs concurrents.

C'est justement le souci de ne pas voir traiter les livres comme des paquets de lessive ou des boîtes de conserve qui a suscité, dans tous les Etats membres de la Communauté, des systèmes de régle-

mentation de la vente et surtout, du prix de ces produits „pas comme les autres”.

C'est seulement en France qu'un tel système prend la forme d'une loi : cette formule vient donc d'être autorisée dans son principe par la C.J.C.E., et le législateur pourrait s'en inspirer dans certains pays, particulièrement en Belgique et aux Pays-Bas où des responsables politiques envisagent de telles initiatives.

Les législations sur la concurrence et les prix varient beaucoup d'un pays de la Communauté à l'autre. En Allemagne et au Luxembourg, la loi fait pour les livres une exception à l'interdiction générale des prix imposés. Au Royaume-Uni, la loi sur le commerce autorise les prix imposés à titre exceptionnel „dans l'intérêt général”, alors que le principe établi est la liberté des prix de détail. En 1962, les juges britanniques ont explicitement considéré les livres comme „d'intérêt général”, en acceptant le „Net Book Agreement”.

Aux Pays-Bas, la situation est assez comparable, mais c'est le gouvernement qui a donné l'autorisation. En Belgique, et en Italie, les lois ne réglementent absolument pas le prix imposé : ni interdiction, ni autorisation.

Dans presque tous les Etats de la Communauté, la protection des livres et la réglementation de leur prix est assurée par des accords interprofessionnels entre éditeurs et libraires. Ces accords sont parfois très anciens, tels le „Sammelrevers” allemand de 1887 ou le „Net Book Agreement” britannique de 1900.

Ils impliquent généralement la fixation par les éditeurs des prix des livres et l'engagement des libraires à respecter ces prix : c'est

le cas en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Irlande, au Danemark, en Italie, aux Pays-Bas et, pour les livres en néerlandais, en Belgique. Notons qu'il en va de même dans les deux pays candidats à l'adhésion, l'Espagne et le Portugal.

En Grèce, il s'agit seulement d'un „prix catalogue” fixé par les éditeurs et assez largement respecté par les revendeurs.

La force juridique de ces accords sur le plan national varie selon les pays : en Allemagne, les professionnels peuvent s'adresser aux tribunaux pour les faire respecter ; en Grande-Bretagne et en Flandre, cette possibilité n'existe pas, mais les éditeurs ont le droit d'utiliser l'arme du refus de vente contre les détaillants indisciplinés ; en Italie, c'est une commission paritaire éditeurs-libraires qui juge les infractions au prix fixe.

Dans certains cas, le prix fixe se trouve limité dans le temps : au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, la liberté totale des prix reprend ses droits deux ans après la publication d'un livre ; pour les livres d'occasion au Royaume-Uni, ce délai est ramené à six mois ; en outre, un éditeur britannique peut faire sortir à tout moment l'un de ses ouvrages du système de prix imposé.

Il faut noter qu'en Belgique, aucun accord professionnel ni aucune réglementation ne couvrent la vente des livres en langue française ; des tentatives de la part de la profession se sont soldées par des échecs.

Tous les accords interprofessionnels en vigueur prévoient des exceptions, plus ou moins les mêmes dans tous les pays de la Communauté : la vente aux bibliothèques, les bibles, les livres scolaires ou la vente aux écoles ; dans ce cas, un rabais de 10 % est permis en Grande-Bre-



tagne et en Allemagne ; la liberté totale du prix est accordée au Danemark — y compris pour les guides touristiques, les cartes routières et les livrets d'opéra — et aux Pays-Bas pour les livres bon marché, de type „livre de poche”. Sauf aux Pays-Bas, toutes ces exceptions ne représentent jamais plus de 10 % des livres édités dans chaque pays.

Une autre forme de vente des livres échappe complètement aux systèmes de prix imposés : la vente par correspondance (VPC), par le canal de sociétés spécialisées ou de „Clubs du livre”. Les prix pratiqués par ce type de distribution restent très inférieurs à ceux des libraires. Mais ces derniers, autant que les éditeurs — qui accordent à la VPC de fortes remises, — considèrent ce marché comme tout à fait spécifique ; pour eux, il ne s'agit pas d'une vraie concurrence vis-à-vis des librairies traditionnelles : les consommateurs et, dans une large mesure, les produits, ne sont pas les mêmes. En outre, dans la plupart des pays de la Communauté, les livres ne peuvent être vendus par correspondance que dix-huit mois ou deux ans après leur première parution, ce qui constitue une garantie supplémentaire pour la distribution en magasin.

On voit bien que, dans cette perspective, le problème du prix des livres se pose essentiellement dans le cadre national. En pratique, la dimension européenne n'est jusqu'ici apparue qu'à propos du commerce des livres entre Etats-membres de la Communauté.

### Une réalité linguistique

Dans les deux seuls cas où des instances communautaires ont pris position contre des systèmes de réglementation du prix des livres, elles l'ont fait parce que les réglementations af-

fectaient les échanges entre Etats membres. C'est l'attitude que vient d'adopter la C.J.C.E. à propos de la loi Lang, mais la Cour avait déjà affiché le même souci dans un contexte différent l'année dernière.

En effet, en janvier 1984, la C.J.C.E. a déclaré incompatible avec le Traité de Rome, un accord interprofessionnel transnational entre les éditeurs et libraires néerlandais d'une part (le VBBB) et leurs homologues flamands d'autre part (le VBVB). Par cet accord, les deux organisations fixaient des prix de vente dans toute la zone linguistique néerlandophone, à cheval sur deux Etats-membres, et les éditeurs de chaque pays réservaient aux seuls libraires membres de l'accord le droit de vendre leurs ouvrages de l'autre côté de la frontière. Dès la fin de 1981, la Commission européenne avait condamné cet accord comme une entente faussant la concurrence et restreignant le commerce entre Etats-membres ; la C.J.C.E. lui a donné raison et les professionnels néerlandophones ont dû démanteler leur système.

Ce cas montre bien comment les professionnels essaient d'agir dans le cadre où leurs problèmes se posent. Effectivement, le marché du livre ne reste pas toujours national : les acheteurs néerlandais peuvent aussi bien lire des livres néerlandais édités en Flandre que des ouvrages édités dans leur propre pays. Mais le marché du livre n'a guère de chances de devenir vraiment communautaire dans un avenir prévisible : combien de livres publiés en allemand sont lus en France ? Combien de livres écrits en italien sont vendus en Grande-Bretagne ? En fait, ce marché du livre européen se divise surtout en zones linguistiques.

La Communauté compte actuellement sept zones linguistiques. Trois d'entre elles recouvrent à peu près parfaitement les frontières d'un Etat-membre : l'Italie, la Grèce et le Danemark. D'un point de vue général, ces pays ne connaissent pas de problèmes de livres importés ou réimportés à des prix „cassés”, ni de litiges de dimension européenne. Cela provient essentiellement de la coïncidence langue-Etat, mais aussi d'autres facteurs. En Italie, il n'existe pas de grandes chaînes de distribution comparables à la FNAC et les grandes surfaces non spécialisées ne mènent pas de politique agressive dans ce secteur. Au Danemark, où les livres sont généralement très chers, les bibliothèques publiques, gratuites, connaissent un très grand développement et drainent, pour une bonne part, la clientèle qui, ailleurs, achèterait des ouvrages „discountés”.

Le Luxembourg se trouve dans une situation particulière : n'ayant pratiquement pas d'éditeurs nationaux, il constitue presque exclusivement un marché d'importation, en provenance d'Allemagne, de France et de Belgique. L'importation et la réimportation ne posent pas de problèmes, d'autant que les grandes surfaces du pays ne s'intéressent guère aux livres.

Par conséquent, c'est surtout dans les zones francophone, néerlandophone et, dans une moindre mesure, anglophone de la Communauté que les professionnels du livre peuvent se trouver en butte à une concurrence „sauvage” de la part d'ouvrages importés ou réimportés.

En pratique, aucune de ces trois zones n'est prémunie contre les rabais découlant de réimportations : en Belgique, aucune réglementation n'existe du côté francophone ; pour la France, la C.J.C.E. a admis le caractère illicite du „trafic

artificiel”, mais il revient aux autorités françaises de prouver que des livres ont été exportés de France, puis réimportés dans le seul but de tourner la loi, ce qui ne semble pas facile. Aux Pays-Bas, la Haute Cour nationale a jugé que les accords interprofessionnels néerlandais ne devaient pas couvrir les réimportations, bien que les réimportations fictives soient condamnées : on se trouve devant la même situation qu'en France. En Grande-Bretagne et en Irlande, les importateurs peuvent, eux aussi, fixer le prix des livres, mais aucune arme n'existe contre les réimportations ; en réalité, ces dernières ne revêtent pas une grande importance au Royaume-Uni et, en Irlande, le „discount” provient surtout de l'exploitation que font les détaillants des fluctuations de change entre livres sterling et irlandaise.

Ce sont surtout les professionnels français et belges francophones qui ressentent les réimportations comme une menace. Cependant, les associations d'éditeurs et de libraires de toute la Communauté souhaitent pouvoir appliquer une forme de prix fixe du livre qui les garantissent efficacement contre une invasion de la grande distribution ; ils voudraient un système, ou un ensemble de systèmes de prix unique qui ne puisse pas être mis en danger au nom des règles européennes de libre concurrence et de libre circulation.

Cela implique-t-il une modification du droit européen, ou de son application ? Les ministres des Dix pourraient prochainement prendre des initiatives en faveur d'une politique européenne de la culture, où le livre tiendrait une grande place. Une chose est sûre : les problèmes sont mis sur la place publique européenne ; ils attendent encore une solution.

# Aide de la CE dans la Région mosane

La région qui s'étale des deux côtés de la Meuse dans le nord-est de la province du Limbourg est connue dans ce pays sous la dénomination Maasland. Un projet d'extension articulé autour du centre de loisirs nautiques „De Spaanjerd” vient de se matérialiser. Ce projet, appelé „Marina Heerenlaak” est une réalisation de la société intercommunale de développement et d'aménagement du territoire (Intercommunale Maatschappij voor ruimtelijke Ontwikkeling in Limburg, I.M.L.). Il s'inscrit dans le cadre de la restructuration et de la réaffectation des larges étendues récupérées sur les carrières de gravier sur le territoire des communes de Kinrooi et de Maaseik.

## L'aide européenne

C'est l'asbl MAREK qui gère depuis 1980 les domaines de sports nautiques „De Spaanjerd” (Kinrooi) et „Heerenlaak” (Maaseik). Son chiffre d'affaires pour l'exploitation des domaines était jusqu'à présent d'environ 90 millions de FB. Ces deux réalisations de l'IML peuvent se prévaloir d'un large rayonnement international, principalement en raison de leur situation géographique extrêmement favorable, à proximité immédiate de deux frontières. Les plans d'eau, cours d'eau et canaux dépassent les frontières et offrent des possibilités idéales d'évasion sportive pour le yachting et la voile. Le projet de réaf-

fectation des surfaces d'exploitation de gravier a été retenu pour une aide financière du Fonds européen de Développement régional. Les deux réalisations ont ainsi bénéficié d'une aide du Fonds pour un montant dépassant les 100 millions FB. Le même Fonds a reçu une demande d'aide pour l'extension du domaine : „Marina Heerenlaak” en sera le port de yachting et de voile.

## „Marina Heerenlaak”

Ce projet prévoit la construction de 150 habitations qui doivent encadrer le port de plaisance auquel serait éventuellement ajouté un ou plusieurs mouillages. Les habitations seront

construites en matériaux de la région et leur conception indique qu'elles harmonisent totalement avec l'environnement naturel, les digues voisines et le centre de sport nautique. L'objectif étant d'offrir au navigateur à la fois un „havre” pour lui-même et sa famille, mais aussi pour son bateau. Pour terminer cette réalisation presque unique, l'IML construit dans les environs de la Marina (nom donné à un port de plaisance avec logements), un complexe „tous temps” avec courts de tennis couverts, pistes de bowling et de squash, un centre d'entraînement sportif et une cafétaria.

La réalisation de l'ensemble de ce projet représente la somme de 300 mil-

# Fonds Européen de Développement Régional

La Commission CE a approuvé la troisième et dernière tranche de concours du Fonds européen de développement régional (FEDER) pour 1984. Il s'agit d'une contribution communautaire de

1640 Mio Ecu au financement de 2843 projets d'investissement dans des régions défavorisées. 232 Mio Ecu sont destinés à des projets d'investissement dans l'industrie, l'artisanat et les services. Par

ces investissements, plus de 43.000 emplois seront maintenus ou créés. La plus grande partie (1406 Mio Ecu) du concours communautaire est attribuée à des investissements en infrastructure.

Dans le cadre de cette 3ième tranche, une contribution financière communautaire de 774.742.193 FB a été décidée au bénéfice de 85 projets d'investissement dans les zones de développement belges.

## Aide du FEDER en Belgique

(3<sup>ème</sup> tranche 1984)

Région : WALLONIE

Investissements dans des activités industrielles, artisanales ou de service	Commune	Concours FEDER en FB
DOW CORNING S.A. Extension par installation d'une nouvelle unité de production	Seneffe	43.250.235
S.A. FORGES DE COURCELLES CENTRE Extension	Courcelles	19.425.000
S.A. POTASCO Nouvelle construction d'une unité de fabrication	Charleroi	32.375.000
TECHNICAL AIRBORNE COMPONENTS Création d'une unité de fabrication et de montage	Herstal	6.331.223
Investissements en infrastructures		
Aménagement d'une ancienne mine de charbon pour la visite des touristes	Blégny-Trembleur	19.800.000
Mise en place d'un collecteur d'eaux usées le long du ruisseau „Saint-Hubert”	Montignies /S/Sambre	2.292.900
Mise en place d'un collecteur des eaux usées du ruisseau „La Trouille”	Erquelinnes (Grand Reng)	9.000.000
Mise en place d'un collecteur des eaux usées du „Ruisseau d'Acoz”	Aiseau-Presles	12.600.000
Mise en place d'un collecteur des eaux usées du ruisseau de la „Blanche-Borne”	Aiseau-Presles	11.400.000
Construction d'une station d'épuration des eaux usées domestiques et du ruisseau de la „Julienne”	Fléron (Retinne)	16.800.000



lions de FB et donnera de l'emploi à environ 150 personnes pendant les trois années de la construction. Après travaux, l'exploitation fournira quelque 20 postes permanents.

Une enquête menée il y a quelques années par l'IML a révélé que 120 personnes se montraient intéressées à acquérir une propriété à Marina Heerenlaak ; 69 étaient déjà prêts à signer un compromis de vente. L'intérêt que suscitent les centres de loisirs De Spaanjerd et Heerenlaak (80 pourcent d'allemands et de hollandais) semble être aussi grand pour l'extension du projet. Cette réalisation constitue un maillon important du développement touristique de la région Maasland.

Fons Appermans



Construction d'une station d'épuration des eaux usées domestiques et du Z.I.	Seneffe	75.000.000
Mise en place d'un collecteur des eaux usées du ruisseau de la „Charbonnière”	(Soudremont)	
	Charleroi	10.981.200
	(Marchienne-au-Pont)	
Mise en place d'un collecteur des eaux usées domestiques	Fléron	6.137.400
	(Bois-le-Meunier)	
Mise en place d'un collecteur des eaux usées domestiques	Oupeye	8.139.600
Mise en place d'un collecteur des eaux usées domestiques	Charleroi	3.507.300
Travaux de voirie et d'égouttage	Fléron	37.583.940
Etablissement d'un réseau de distribution d'eau au hameau de Mertenne	Walcourt	1.158.066
Centre touristique de „Worriken” : construction d'un hall omnisport	Bütgenbach	83.028.884
Zone de service à vocation touristique de Banneux	Sprimont	12.296.241
Zone de service à vocation touristique de Banneux	Sprimont	1.413.705
Zone industrielle de Lixhe	Oupeye	3.105.000
Viabilisation de la zone industrielle de Malmédy	Malmédy	1.817.936
Extension de la gare de Houdeng-Goegnies, 2 <sup>e</sup> phase	La Louvière	4.349.755

Investissements en infrastructures dans les zones agricoles défavorisées

Amélioration du réseau communal de chemins agricoles et locaux, lot I	Beauraing	3.756.660
Modernisation des chemins de grande communication n° 162 entre Winenne et Dion-le-Val et n° 4 entre Wiesmes et Dion-le-Val	Beauraing	5.185.744
Modernisation du réseau communal de chemins agricoles et locaux, lot II	Beauraing	2.526.282
Mise en place d'un collecteur des eaux usées	Bouillon	12.637.200
Mise en place d'un collecteur des eaux usées	Bertrix	2.925.300
Construction d'une station d'épuration des eaux usées domestiques et industrielles	Rochefort	16.496.452
Mise en place d'un collecteur des eaux usées domestiques	Marche-en-Famenne (Waha)	16.285.200
Mise en place d'un collecteur des eaux usées et d'une station d'épuration	Chimay	828.600
	(St. Remy - Virelles)	
Mise en place d'un collecteur des eaux usées domestiques et industrielles	Aubange	2.036.700
Mise en place d'un collecteur des eaux usées et d'une station d'épuration	Ciney (Sovet)	7.128.834
Mise en place d'un collecteur des eaux usées	Houffalize	1.015.500
Travaux de voiries agricoles et amélioration de la route de grande communication n° 62	Bastogne	7.489.022
Agrandissement d'un réservoir de pied en eau potable, installation d'une nouvelle conduite de refoulement et captage de sources	Florenville	1.047.218
Travaux de voiries à Rulles, Gobémont et Houdémont	Habay	2.504.578
Extension du réseau d'égouttage avec raccordement à la station d'épuration	Habay	1.899.530
Renforcement du réseau de distribution d'eau potable	Houffalize	950.445
Elargissement du dernier tronçon de la route de communication entre Anloy et Maissin	Libin	1.001.905
Construction d'un réseau d'égouttage et modernisation complète de la voirie intérieure du village de Freux	Libramont	7.490.624
Construction d'un réseau d'égouttage à l'intérieur du village de Recogne	Libramont	3.190.583

Investissements en infrastructures dans les zones agricoles (suite)	Commune	Concours FEDER en FB
Construction d'un réseau d'égouttage à l'intérieur du village de Neuwillers	Libramont	6.112.525
Construction d'un collecteur d'égout reliant les villages de Neuwillers - Recogne et Libramont	Libramont	2.668.758
Travaux de voirie d'une route de liaison Recogne-Libramont	Libramont	1.731.163
Construction et élargissement d'une route de communication à Hatrival reliant la Nationale n° 28	St.-Hubert	2.924.388
Etablissement d'une voirie pourvue d'un revêtement hydrocarboné, égouts et distribution d'eau potable à Arville	St.-Hubert	927.658
Modernisation et élargissement de 3 voiries pourvues d'un revêtement hydrocarboné	Tellin	4.025.128
Modernisation et élargissement de la voirie intérieure à Grandcourt	Virton	4.116.668
Travaux de voirie et raccordement à l'eau potable à St. Remy	Virton	1.727.924
Elargissement de voiries intérieures et route de communication	Wellin	5.246.397
Travaux de voiries agricoles et modernisation de deux chemins forestiers	Hotton	1.881.326
Restructuration et renforcement de l'alimentation primaire et du réseau intérieur de distribution d'eau	Messancy (sections Sélangé et Turpange)	15.802.000
Restructuration et renforcement de l'alimentation primaire en eau	Durbuy	36.040.651
Restructuration et renforcement de l'alimentation en eau	Florenville (sections Muno, Ste. Cécile, Fontenoille)	21.774.480
Restructuration de l'alimentation en eau	Ste. Ode (sections Tillet et Houmont)	3.003.900
Restructuration de l'alimentation en eau	St.-Hubert (sections St.-Hubert, Arville, Vesqueville)	16.286.000
Renforcement de l'alimentation primaire en eau	Rendeux	19.307.315
Restructuration et renforcement de l'alimentation primaire en eau	Libin (section Ochamps)	7.124.557
Modernisation du chemin reliant Rocherath à la RN 32	Büllingen	8.395.260
Modernisation et mise à gabarit de 10 chemins à caractère agricole	Sprimont	3.565.892
Amélioration complète des chemins vicinaux de Malacord, de Hamoir et du Tige de Ville	Ferrières (sections de Ferrières et de My)	5.579.822
Modernisation complète du chemin de grande communication n° 53 Savy-Hemroulle	Bastogne	3.966.462
Chemin vicinal n° 19 : modification du carrefour d'accès à la RN 28	Trois-Ponts	826.956
Renforcement de la distribution d'eau au village de Lorcé	Stoumont (section de Lorcé)	1.827.562
Modernisation du chemin de grande communication n° 106	Stoumont (section de La Gleize)	1.589.523
Prolongement de l'égouttage	Lierneux	924.967
Amélioration de la distribution d'eau à Verleumont et de l'alimentation du réservoir de Trixheufosse	Lierneux	2.291.524
Renforcement du réseau d'alimentation en eau potable des villages de Mont, Xhof-fraix et Longfaye	Malmédy	1.615.867

Région : FLANDRE

Investissements dans des activités industrielles, artisanales ou de service	Commune	Concours FEDER en FB
N.V. Firma Paul BOERMANS	Hasselt	3.839.402
Extension d'une unité de production et de commerce de gros		
N.V. HASSAL	Zelem (Halen)	1.039.700
Extension d'une usine de fonderie de métaux ferreux		
N.V. HENDRICKX - RADIATOREN HENRAD	Herentals	15.657.646
Extension d'une fabrique de radiateurs		
Investissements en infrastructures		
Extension du centre de récréation „De Spaanjerd” (lisez l'article dans ce même numéro d'EURinfo)	Kinrooi	6.200.000
Extension de la zone de transports Hoogstraten (Meer)	Hoogstraten	7.080.000
Extension de la zone industrielle	Turnhout	5.920.000
Zone industrielle de Lommel „Maatheide”	Lommel	4.440.000
Création de la zone artisanale „Gasthuisbosdreef”	Tongeren	1.677.000
Extension de la zone industrielle	Hoeselt	1.131.000
Extension de la zone industrielle de Maasmechelen „Oude Bunders”	Maasmechelen	2.928.000
Extension de la zone industrielle de Genk-Zuid	Genk	8.580.000
Extension de la zone industrielle de Genk-Zuid	Bilzen	3.690.000
Création de la zone artisanale „De Zolken”	Heusden-Zolder	1.350.000
Extension de la zone industrielle „Genk-Noord”	Genk	3.090.000
Extension de la zone industrielle de Tessenderlo-Paal	Beringen	870.000
Construction d'une station d'épuration des eaux usées pour l'abattoir communal	Geel	7.775.010

# La taxe sur les voitures neuves, une opération blanche pour le consommateur

Depuis le 3 janvier 1985, la Belgique a introduit une nouvelle réglementation en matière de TVA sur les voitures particulières neuves et les véhicules neufs pour double usage mieux connus sous l'appellation voiture de direction. La TVA n'est plus appliquée sur le prix catalogue mais sur la valeur réellement payée par l'acheteur au vendeur.

Ces mesures sont la conséquence d'un arrêt de la Cour de Justice rendu le 10 avril 1984 (affaire 324/82). Cet arrêt indique que le régime d'imposition belge en matière de vente de voitures neuves est en contradiction avec la directive communautaire visant l'harmonisation des prélèvements de TVA.

Pour le consommateur, il n'y a cependant pas de quoi pavoiser : le nouveau régime prévoit une taxe complémentaire appelée „taxe d'inscription” calculée sur la différence entre le prix catalogue et le prix réellement payé. Le taux de cette taxe est identique à celui de la TVA, 25 ou 33 %. L'état belge n'y perd donc rien !

## Le prix catalogue critère minimum

Jusqu'à présent, les rabais consentis à l'achat de voitures neuves en Belgique n'avaient eu aucune incidence sur le prélèvement de la TVA. En effet, cette taxe était de toute manière prélevée sur le prix de catalogue, quelles que soient les réductions qu'ait pu obtenir l'acheteur.

L'Arrêté Royal n°. 17 du 20 juillet 1970 introduisait la notion de base imposable minimum pour la fourniture d'une voiture neuve à une personne non revendeur. C'est la valeur catalogue qui servait de base imposable, valeur catalogue librement déterminée par le constructeur ou son mandataire (importateur officiel) pour la vente au particulier de voitures neuves d'un même type, équipements et accessoires compris. Le constructeur

ou son mandataire est tenu de communiquer ce prix catalogue à l'administration.

Comme la base imposable ne pouvait jamais être inférieure au prix catalogue annoncé, il n'était guère possible de tenir compte des rabais accordés à l'acheteur. Ainsi, même si l'acheteur obtenait 10 ou 15 % de réduction, la TVA restait redevable sur le prix catalogue plein, exactement comme s'il n'y avait pas de rabais.

Ce régime n'était pas seulement d'application pour les voitures neuves, il frappait aussi les voitures dites „de direction”, c'est-à-dire les véhicules utilisés pendant moins de six mois par le constructeur, l'importateur officiel ou un revendeur. Ces véhicules étaient considérés par l'administration fiscale comme „neufs”.

## La sixième directive en matière de TVA

Dans le cadre des efforts entrepris pour harmoniser les TVA dans les divers pays membres, la sixième directive du 17 mai 1977 définit la base minimale d'imposition : „... par tout ce qui constitue la contrepartie obtenue ou à obtenir par le fournisseur ou le prestataire pour ces opérations de la part de l'acheteur, du preneur ou d'un tiers, y compris les subventions directement liées au prix de ces opérations.”

Cela vaut autant pour l'importation de marchandises que pour les fournitures à l'intérieur du pays.

La réglementation belge n'était manifestement pas conforme à cette disposition : le prélèvement de la TVA en Belgique se faisait sans tenir compte des rabais éventuellement obtenus par l'acheteur.

Malgré les rappels de la Commission, demandant à la Belgique de se mettre en règle avec les dispositions

de la directive, le régime de la taxation n'avait pas été modifié dans ce pays. Le gouvernement belge arguait de la possibilité prévue dans la directive de pouvoir prendre des mesures en dérogation dans le but de simplifier le prélèvement ou éviter certaines formes de fraude fiscale ou des manières d'échapper à l'impôt.

Finalement, la Commission porta l'affaire devant la Cour de Justice à Luxembourg en vue de faire condamner la Belgique pour non respect des obligations communautaires.

La Cour a donné raison à la Commission. Le régime d'imposition belge n'est pas conforme à la directive européenne parce qu'il a pour effet d'imposer la fourniture ou l'importation des voitures sur une valeur systématiquement supérieure à celle réellement payée par l'acheteur particulier ou la contre-valeur réelle obtenue par le vendeur.

Des mesures dérogatoires peuvent toutefois être prises pour simplifier le prélèvement ou éviter les fraudes et échappatoires, sans que cela implique la nécessité de recourir à des dérogations générales et systématiques, comme c'est le cas en Belgique, pour atteindre le but visé. La fin ne justifie pas tous les moyens.

La Belgique a également été condamnée pour le non respect des obligations communautaires et doit modifier sa législation. Voilà qui vient d'être fait, mais avec l'idée derrière la tête de récupérer la perte de TVA et des rentrées fiscales qu'elle soustend. C'est la taxe d'inscription, outil fiscal existant mais peu connu de Monsieur tout le monde, propriétaire d'une voiture.

## On repeint le bateau, mais....

L'ancien régime de prélèvement sur la base de la valeur catalogue qui existait déjà alors qu'il

n'était même pas encore question de TVA, avait, selon une communication du Ministère des Finances (réf. : B3/A39, en date du 8.6.84) „montré ses qualités surtout pour éviter les échappatoires à l'imposition et les pertes de recettes fiscales qui en découlent inévitablement”. Ainsi, même après l'arrêt de la Cour de Justice, la Belgique ne pouvait renoncer sans coup férir au principe de l'application du prix catalogue. Cependant, pour satisfaire aux exigences de la Cour tout en s'assurant „dans l'avenir un prélèvement correct et parce qu'à l'heure actuelle il ne peut être question d'amputer les recettes fiscales”, il a été décidé que la TVA se calculerait sur le prix réel de vente tout en appliquant une taxe d'inscription sur la différence entre le prix catalogue et le montant figurant sur la facture. Le taux de cette taxe d'inscription est identique à celui de la TVA, 25 ou 33 % selon la catégorie du véhicule.

Dans la pratique, l'acheteur d'une voiture neuve ne paiera ni plus ni moins qu'auparavant. Les taxes payées par l'acheteur couvriront dorénavant en partie la TVA et en partie la taxe d'inscription. Un véhicule ne pourra être immatriculé qu'après avoir acquitté cette taxe. L'acheteur peut effectuer le paiement soit directement auprès d'un bureau de recette de la TVA, soit par l'entremise du vendeur. Le régime ne s'applique qu'aux voitures neuves et aux voitures de direction de moins de trois mois. Les minibus, autocars, camions, camionnettes ou véhicules à usage spécial comme les ambulances, n'entrent pas dans la catégorie visée.

La taxe d'inscription n'est pas une nouveauté. Elle existe depuis 1978 pour la vente de voitures

Suite à la p. 11



# L'Année de la Jeunesse

## Une jeunesse sans avenir ?

A la fin de 1983, la Communauté européenne comptait près de cinq millions de jeunes inscrits comme demandeurs d'emploi. Cela représente une proportion de 1 sur 8 dans la tranche d'âge de 15 à 25 ans. Si l'on examine la chose d'un autre point de vue, 4 européens sur 10 sans emploi ont moins de 25 ans. Combien de chances ont-ils de trouver un emploi et de se bâtir un avenir de non-assisté ?

Deux spécialistes allemands des questions du travail et de l'emploi, Michael Bolle et Christoph Büchtemann ont publié les résultats de leurs travaux dans le numéro de décembre de CEDEFOP, publication périodique du Centre européen pour le Développement de la formation professionnelle à Berlin. Il en ressort qu'ils attendent peu d'amélioration dans le marché de l'emploi au cours des années à venir.

Il y a à cela plusieurs raisons. Tout d'abord, la concurrence entre demandeurs d'emploi se fait plus vive. Jusqu'en 1990, il faut compter en moyenne 0,7 % d'augmentation annuelle du nombre de personnes se présentant sur le marché de l'emploi. Il s'agit là des conséquences de la démographie et du comportement des groupes de travailleurs sur ce marché.

Toutefois, les conditions économiques se présentent d'une manière plus favorable qu'au début des années 80, mais l'accroissement du produit national brut réel de 2,3 à 2,8 pourcent dans la Communauté ne se traduira pas par un taux équivalent de création d'emplois. La productivité va aussi augmenter, de 2,2 à 2,7 pourcent mais le nombre d'emplois disponibles ne ferait que croître de 0,1 %.

Le troisième facteur d'importance est la réduction du temps de travail. On s'accorde à estimer qu'elle sera de 0,7 % par an. Dans ce cas, le chômage se situerait encore dans la Communauté entre 9 et

12 % compte tenu de l'évolution de la croissance et de la productivité.

### Marginalisation

La concurrence entre demandeurs d'emploi restera donc intensive ce qui ne manquera pas d'entraîner une situation plus rude encore pour les groupes sociaux les moins bien armés.

Les jeunes se trouvent ainsi dans une position marginale. Ceux qui n'ont pas encore travaillé n'ont pas d'expérience professionnelle tandis que les autres, s'ils participent déjà à la vie active, ils sont très vulnérables du fait de leur ancienneté réduite et de leur situation juridique faible. Ils sont moins protégés dans leur entreprise et courent plus de risques que les autres de se voir licenciés. Ils peuvent moins facilement accéder à des postes à responsabilités, plus sûrs parce que plus qualifiés.

Les chances d'emploi sont maigres pour tous les jeunes mais plus particulièrement pour ceux qui sont issus des couches sociales les plus modestes, pour les jeunes faiblement scolarisés ou provenant de groupes ethniques minoritaires, pour ceux qui sont originaires de régions à forte densité de population et à industries vieillies. Tous ceux-là ont moins de possibilités de trouver de l'emploi que les autres du même âge. Ils „décrochent” plus rapidement dans la lutte pour l'emploi.

La durée moyenne assez réduite de chômage chez les jeunes s'explique aussi par leur retrait du marché de l'emploi : ils sont en effet assez inclinés à accepter du travail de volontaire non rémunéré ou à entamer une formation complémentaire. Il apparaît cependant, au vu de certaines enquêtes, que les périodes de chômage se font plus longues à mesure que ces jeunes avancent en âge. Ils montrent ainsi souvent un itinéraire professionnel instable. Dans la majorité des Etats membres de la Communauté, on voit augmenter le

nombre d'emplois temporaires et celui de carrières sans statut ferme. Et c'est vers eux que se dirigent les jeunes.

Ainsi donc, la qualité même des emplois a tendance à diminuer. Cette détérioration qualitative frappe aussi les postes de formation. En République Fédérale par exemple, l'offre s'est déplacée vers des métiers artisanaux ce qui se traduit pour un nombre toujours plus élevé de jeunes, par un risque de déqualification, de déclassement social et en fin de compte, de chômage.

Enfin, un nombre croissant de jeunes se contente d'un poste ou d'une carrière qui se situe à un niveau inférieur à leur formation ce qui a pour effet secondaire que les moins qualifiés se voient repoussés encore plus bas ou ne sont tout simplement plus en mesure d'accéder à l'emploi. Dans cette réaction en chaîne, ce sont les jeunes des classes laborieuses, et surtout les filles, qui sont les perdants. S'ils trouvent un travail, il n'est souvent que temporaire ou sans protection statutaire.

### „Babyboom”

Malheureusement, tout cet ensemble de phénomènes ne fera que s'intensifier au cours des années à venir, s'il n'y est pas remédié à temps. Le „Babyboom” de l'après guerre aura ses effets jusqu'à la fin des années 80, et jusque là le nombre des demandeurs d'emplois sur le marché du travail augmentera. De plus en plus de jeunes devront se débrouiller pour survivre dans des itinéraires professionnels précaires ou sous-évalués si ce n'est se retrouver purement et simplement sans travail.

La pression concurrentielle devrait se faire moins forte dans les années 90 mais alors, au moment où le marché de l'emploi commencera à pouvoir à nouveau absorber plus de jeunes, il sera vraisemblablement trop tard pour ceux qui sont jeunes aujourd'hui. Leur très longue attente

sans être intégrés dans le monde du travail aura conduit à leur marginalisation, une marginalisation difficilement récupérable. Sauf si les mesures politiques nécessaires sont prises à temps.

La Grande-Bretagne et dans une certaine mesure aussi l'Allemagne, ont tenté de remédier à cette situation en augmentant l'offre d'emplois sans pour autant grever exagérément les finances publiques mais alors au détriment des prestations sociales. Selon Michael Bolle et Christoph Büchtemann, le seul résultat obtenu est une recrudescence du chômage et un renforcement de l'inégalité de la répartition des emplois disponibles.

Quand par contre, l'Etat augmente les dépenses publiques, (on l'a vu en France) sans mesures complémentaires, le seul résultat est de freiner à court terme l'augmentation du chômage.

Si l'on cherche à réellement vouloir améliorer la situation, l'Etat doit puiser encore plus dans ses caisses. C'est la condition, nécessaire et indispensable mais qui doit être assortie d'une „conception globale d'une politique de l'emploi agissant sur les structures”, accompagnée par des stratégies de réduction du temps de travail et de redéploiement de l'emploi.

### Les PME

L'élément essentiel de cette politique est l'introduction de nouveaux produits et procédés. Technologie des robots, miniaturisation des composants, micro-électronique, mise au point des technologies de l'environnement, pour n'en citer que quelques uns.

En même temps croît l'importance des services proches de la production, tel que le conseil technologique, l'élaboration de logiciels et bien entendu, la recherche scientifique.

L'exemple américain montre que ce sont surtout les petites et moyennes entreprises qui sont sources

de croissance et de créations d'emplois. D'autre part, on assiste dans la Communauté à une demande de plus en plus forte d'investissements publics dans une série de domaines qui constituent de nouveaux débouchés et qui ouvrent des emplois. Citons la rénovation urbaine, le développement et la modernisation des voies de communication, la recherche de nouvelles sources d'énergie et moyens d'économiser l'énergie, l'accroissement de l'offre des prestations sociales et de développement des services de santé.

Troisième secteur, celui du troisième circuit de travail. C'est un secteur encore largement en friche. Les jeunes y trouvent attrayantes les ouvertures d'emplois. Une enquête de 1984 révèle qu'un quart des interrogés parmi les jeunes allemands est prêt à prendre un emploi dans une entreprise alternative même s'il est moins rémunéré.

Il est évidemment insuffisant que l'Etat se contente d'ouvrir de nouvelles voies sans mener une politique

de formation professionnelle qui relève à temps le défi des nouveaux besoins de qualification. Formation et emploi sont indissociablement liés.

#### Non traditionnel

Il importe que l'Etat prenne sans retard les dispositions nécessaires pour que la génération qui aujourd'hui doit se faire une carrière puisse trouver du travail à brève échéance. Le risque de la marginalisation durable est en effet grand.

Selon l'avis des deux spécialistes allemands, il est peu sensé de maintenir les jeunes le plus longtemps possible à l'écart du marché du travail en prolongeant la scolarité et en donnant une formation professionnelle peu cohérente. Cela revient à déplacer les problèmes vers le groupe des 18-25 ans.

Les programmes de création d'emplois de courte durée et sans réelle qualification professionnelle officielle sont tout aussi inefficaces aux yeux des deux auteurs. Les subventions versées pour les jeunes nouvellement em-

bauchés sont inopérantes ; au lieu de créer des emplois, elles semblent avoir pour effet dans les pays où elles sont appliquées, de bénéficier aux entreprises. Mais alors... ?

L'efficacité des programmes futurs de lutte contre le chômage des jeunes dépend, selon les auteurs, des éléments suivants :

□ Travail (emploi) et formation (avec qualification certifiée par un diplôme) doivent se combiner systématiquement.

□ La création d'emplois doit tenir compte des capacités et des intérêts spécifiques des jeunes et offrir des perspectives professionnelles durables.

□ Les divers groupes cibles doivent recevoir un type d'approche spécifique. Sur le marché de l'emploi actuel, il faut créer de nouvelles possibilités pour les jeunes dont le problème essentiel est la pénurie générale de travail. Et créer un second marché de l'emploi se composant de postes durables et protégés pour les jeunes à problèmes qui ne seraient probablement pas intégrés

dans le circuit traditionnel „primaire” de l'emploi.

□ Chaque région de la Communauté doit faire l'objet d'une approche particulière.

□ Les initiatives non traditionnelles de création d'emplois et de mise en œuvre de projets dans les circuits dits informels de l'économie doivent être systématiquement poussées.

□ Il faut pouvoir disposer librement des moyens financiers au bénéfice des organisations concernées telles que les communes, les organismes de jeunes, les associations syndicales, les bureaux de travail, les organisations professionnelles etc.

Tout cela coûte bien entendu beaucoup d'argent. Mais le chômage des jeunes et la permanence de la marginalisation qui pour des millions d'entre eux en serait la conséquence, coûterait probablement aussi cher à l'Europe.

C'est aux européens eux-même qu'il revient de faire le choix et d'évaluer les avantages et les inconvénients.

## Fonds Social Européen

Montants agréés en 1984 pour la Belgique (suite aux listes publiées dans EURinfo n°s 91 et 92)

### Formation et orientation professionnelle, jeunes de moins de 25 ans

Description	Bénéficiaires	Montants agréés FB	Personnes concernées
Formation des formateurs (régions défavorisées)	Ministère de la Communauté française - Brabant	970.000	87
	De Poort-Beraber - Oost-Vlaanderen	294.761	16
	Idem	832.871	45
	Université de Liège	1.700.000	20
(Re)prise d'une activité professionnelle des femmes dans les emplois dans lesquels elles sont sous-représentées	ONEM - Liège	431.395	5

### Formation et orientation professionnelle, personnes de plus de 25 ans

Formation des formateurs (régions défavorisées)	Centre de formation et d'éducation familiale - Liège	124.576	12
	Idem	352.000	34
	Ministère de la Communauté française - Brabant, Liège	354.971	20
	FISAJ - Brabant, Bruxelles, Hainaut, Liège, Luxembourg, Namur	1.796.088	4
Favoriser la formation professionnelle et/ou l'adoption des postes de travail des personnes handicapées	La Serre-Outil - Brabant	1.125.727	6
Formation des formateurs (travailleurs migrants)	Ministère de la Communauté française	354.971	20
	ONEM - Antwerpen, Brabant, Hainaut, Liège, Limburg, Luxembourg, Namur, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen	12.368.088	314

### Actions spécifiques

Evaluation de projets financés par le Fonds Social Européen	C.E.P.E.C.	6.630.000	2.095
---	------------	-----------	-------



# La politique commune de la pêche deux ans après

Près de deux ans après son adoption, la politique commune de la pêche tente toujours d'être reconnue comme l'une des véritables politiques communes de la Communauté. La mise en place d'une telle politique implique des problèmes inévitables qui ont quelque peu retardé le fonctionnement harmonieux d'un système qui doit tâcher de gérer de vastes eaux, des ressources fluctuantes et une main d'œuvre de quelques 140.000 pêcheurs et de plus d'un million de travailleurs d'industries annexes.

Ce n'est pas la première fois que les grands pays d'Europe occidentale essaient d'organiser la pêche dans ce qui est maintenant les eaux communautaires. Il y a plus de cent ans, huit d'entre eux ont formé la Convention de la pêche en Mer du Nord qui établissait la limite des eaux territoriales à 3 milles. Mais même à cette époque les intérêts nationaux étaient entrés en jeu et la Norvège et la Suède avaient refusé de coopérer.

La Politique commune de la pêche est entrée en vigueur en janvier 1983. Presque immédiatement s'est posé le problème apparemment insoluble du partage des ressources communes de hareng. Au bout d'un an, les ministres responsables de la CE ont adopté un système complexe de fixation de la part des stocks de hareng de mer du Nord qui reviendra à chaque Etat membre.

Jusque là donc, pas de problème. Mais au cours de l'été 1984, les Norvégiens qui ont accès à une part des stocks communs, réagirent vivement au fait que la Communauté estimait que seule une petite part du stock de hareng se trouvait dans les eaux norvégiennes. Selon la Commission de la CE, les experts évaluaient cette part à 3 ou 4 %, et donc la Norvège ne devait recevoir qu'une proportion correspondante du quota maximum global (TAC) de 170.000 tonnes. Oslo répondit immédiatement en

pêchant le plus possible pour étayer son argument. Ce conflit n'a pas encore été résolu.

## Une Planification

Mais la politique de pêche à réussi dans la mesure où elle permet aux pêcheurs une certaine planification. Pour la première fois, les propositions de quotas ont fait l'objet d'un accord à Bruxelles bien avant le début de la campagne de pêche (bien que le conflit au sujet du hareng ait retardé un accord sur les propositions pour 1985), les quotas globaux sont fixés sur recommandation d'experts et partagés entre les Etats membres sur base de pourcentages fixes. Ces quotas nationaux reflètent les montants des prises traditionnelles du milieu des années 70 et prennent en compte les activités perdues dans les lieux de pêche éloignés (en raison des pays tiers comme l'Islande qui ont imposé leur propre zone économique exclusive de 200 milles).

La zone économique exclusive de la Communauté fut établie en 1976, interdisant ainsi les eaux commu-

nautaires aux flottes des pays de l'Europe de l'Est et d'autres pays, bien que la CEE ait accordé un accès à certains d'entre eux contre le droit pour sa propre flotte de pêcher dans leurs eaux territoriales.

## Les pays Tièrs

On a vu que les problèmes du hareng illustraient bien les difficultés qui existaient pour dépasser les intérêts nationaux, tant des Etats membres que des pays tiers associés à la Communauté. Mais d'autres accords avec des pays tiers semblent moins problématiques, le Canada et les Etats Unis étant d'excellents exemples de cette coopération. Le retrait du Groenland de la Communauté s'est fait aussi sans qu'apparaissent les difficultés que l'on aurait pu craindre dans les premiers temps. L'Espagne et le Portugal vont bientôt passer du statut de pays tiers à celui d'Etat membre en période transitoire, mais les problèmes ne s'arrêteront certainement pas là. Enfin les accords avec d'autres pays moins développés sont en bonne route et la Communauté a négocié accès et aide à long terme avec

plusieurs pays d'Afrique et des Caraïbes.

Mais pendant que l'intérêt du public était retenu par des questions d'intérêts et de responsabilités externes, tout un travail de coulisse a été fait pour gérer les aspects quotidiens de la politique commune naissante de la pêche.

Le financement communautaire dans ce secteur est souvent critiqué pour sa modestie. Il est vrai qu'à côté de la taille des dépenses agricoles, la division de la pêche semble devoir être condamnée à rester dans l'ombre du secteur de l'agriculture, mais on doit garder à l'esprit que celui-ci est considérablement plus étendu et plus rationnel.

Toutefois la qualité et la commercialisation des produits ont été améliorées au cours de ces deux premières années, tout comme les normes de sécurité et la formation des pêcheurs. L'aide au développement accordée par Bruxelles a permis de développer la pêche et l'aquaculture en Méditerranée.

## La Méditerranée

La récente adhésion de la Grèce et la prochaine arrivée de l'Espagne ont en effet renforcé la position des régions méridionales de la Communauté où l'aquaculture et les technologies annexes ont un potentiel de croissance économique considérable.

La protection des stocks, menacés par une exploitation excessive, est aussi une préoccupation de la politique communautaire. La taille des mailles de filet a été sévèrement contrôlée et fixée autour de 80 mm, une taille relativement restreinte si on la compare à la moyenne islandaise de 155 mm. Les recherches se poursuivent également pour trouver de nouvelles espèces et de nouveaux lieux de pêche au delà de la sphère immédiate de la Communauté. La flotte néerlandaise par exemple possède de nouveaux bâtiments pour pêcher dans les régions arctiques et ra-

## Pêche

Le 28 novembre 1984, la Commission a approuvé une série de projets d'aide en faveur de la pêche côtière dans le cadre des actions communes de restructuration, de modernisation et de développement du secteur de la pêche et de développement du secteur de l'aquaculture. Le montant communautaire total s'élève à 29,189 Mio Ecu.

Huit projets belges ont été retenus pour un concours Communautaire global de 80.252.527 FB. Il s'agit de 6 projets pour la construction de nouveaux bateaux ayant Zeebrugge (5) et Ostende (1) pour port

d'attache et de deux projets de modernisation de bateaux à Nieuwpoort.

Le 31 mars 1984, date ultime pour l'entrée de demandes d'aide, 666 projets étaient soumis pour une aide de 96,3 millions d'Ecu. De ces 666 projets, finalement 382 recevront de l'aide. Les projets sont répartis par pays de la façon suivante :

Allemagne :	6
Belgique :	8
Danemark :	52
Grèce :	39
France :	63
Irlande :	11
Italie :	133
Pays-Bas :	11
Royaume-Uni :	59
Total :	382



mener les prises pour les vendre au port.

Jusqu'ici le coût du transport et de la main d'œuvre ont empêché les bateaux britanniques et français de s'aventurer dans l'Atlantique sud, mais l'idée de rejoindre les pêcheurs d'Europe de l'Est, les Japonais et les Espagnols près des Falklands a souvent été avancée, notamment par le Parlement européen.

D'autres progrès ont été fait, tant dans la technique que la gestion dans ce secteur. Par exemple l'utilisation de matériaux de construction plus légers, celle des containers pour les prises, le développement de nouveaux moteurs selon le type de voyage entrepris et l'adaptation de l'industrie de transformation du poisson qui peut traiter maintenant de plus petites espèces dont les arêtes sont plus nombreuses comme le chinchard et le merlang bleu et qui sont abondants dans les eaux communautaires.

#### L'inspection

La CE dispose aussi d'une équipe d'inspecteurs (treize ex-inspecteurs nationaux) qui ont déjà remporté quelques succès notables. Plusieurs cas d'exploitation excessives ont été ainsi portés à la connaissance de Bruxelles et a permis d'interdire certains lieux de pêche dont le stock était presque épuisé. Cette équipe n'est toutefois pas assez nombreuse pour représenter une force de police efficace et son renforcement a été demandé à maintes reprises. Or la taille du budget annuel de la pêche (environ 45 millions d'Ecus ou 0,3 % du montant total du FEOGA) ne permet pas d'envisager de nouveaux recrutements.

L'introduction de livres de bord pour les bateaux communautaires, début 1985, permettra d'aider les inspecteurs dans leurs tâches. Ce travail de contrôle est important et a donné des résultats mesurables. Le prix du poisson a légèrement augmenté dans

toute la Communauté puisqu'en réduisant les prises excessives on a diminué les quantités de poisson disponibles, garantissant ainsi des prix plus élevés.

On contrôle d'ailleurs mieux ces prix à Bruxelles. En encourageant activement les pêcheurs à se regrouper dans des organisations de producteurs, on a pu contribuer à maintenir leur niveau de revenu. Ce type de gestion permet de concilier l'offre dans les ports à la demande des consommateurs et de l'industrie. Si l'offre des acheteurs potentiels est à un bas niveau, les organisations de producteurs peuvent retirer le poisson du marché. La CE paie alors les pêcheurs à un prix spécial, généralement 70 à 90 % du prix d'orientation, pour compenser leur perte de revenu immédiat.

#### La congélation

La CE subventionne aussi les organisations de producteurs pour la congélation du poisson jusqu'à ce que les prix remontent. Il existe un système de prix de référence et de prélèvements pour les importations de poisson à bas prix. Ces droits d'entrée peuvent être supprimés quand l'approvisionnement communautaire est insuffisant comme c'est le cas pour le cabillaud ou le thon.

Quant à l'avenir, la Commission aidera la restructuration de la flotte communautaire. Un montant de 250 millions d'Ecus, attribué pour une période de trois ans, contribuera à réduire la capacité totale de cette flotte, les subventions étant accordées selon le tonnage supprimé. D'autres encouragements financiers sont prévus pour moderniser la flotte et venir en aide aux régions côtières qui dépendent de la pêche.

Si la gestation de cette politique commune de la pêche a été longue, des efforts importants sont maintenant faits pour dépasser les différences nationales et en coordonner la ges-

tion. L'arrivée de l'Espagne, avec ses atouts et ses problèmes, rend plus importante la nécessité d'avoir une stratégie à long terme solide. On a besoin d'une politique communautaire pour rassembler les différentes positions nationales et éviter la diplomatie „à coup de canon” que l'on a connue dans les années 1970. Mais si l'on tient compte de la brièveté de son existence, il semble que la politique commune de la pêche, progresse en direction de ces objectifs.

L'élargissement de la Communauté, qui entraînera l'arrivée des flottes considérables de l'Espagne et du Portugal, menace de rompre le fragile équilibre de la politique commune de la pêche. L'Espagne pêche chaque année quelques 1,2 millions de tonnes de poisson, essentiellement destinées à la consommation humaine.

L'Espagnol consomme en moyenne 32 kg de poisson par an, c'est à dire le double de la moyenne communautaire.

L'importance économique de ce secteur en Espagne est illustrée par sa valeur dans le PNB de ce pays — 0,8 % — alors que ce pourcentage est de 0,13 % pour le reste de la Communauté. C'est cette dépendance qui a conduit les responsables espag-

nols à exiger beaucoup au cours des négociations d'adhésion.

Après le sommet de Dublin en décembre il reste de difficiles négociations à mener. Certains Etats membres souhaitent qu'une période de dix à quinze ans soit nécessaire avant que la flotte espagnole (17.000 bateaux) n'opère normalement comme les autres flottes communautaires. Le gouvernement de Madrid estime que cette proposition est „inacceptable” et demande un accès plus important aux stocks communautaires, notamment dans les eaux traditionnelles de la Baie de Biscay et de l'Océan atlantique au large de la côte ouest de l'Irlande.

Les négociations avec le Portugal sont pratiquement terminées, seuls quelques points concernant la protection de l'industrie de la sardine dans l'Océan atlantique restent à régler. Mais il faudra trouver des solutions aux sérieux problèmes encore en suspens avec l'Espagne avant le printemps si l'on veut que les parlements nationaux disposent d'un délai suffisant pour ratifier les traités d'adhésion dans les temps, c'est-à-dire avant janvier 1986.

Ian Geoghegan

#### Suite de la p. 7.

d'occasion entre particuliers, lorsque la Belgique a été contrainte de supprimer la TVA sur ces ventes. Elle est toujours due lors de l'inscription du véhicule au Ministère des Communications mais l'exemption est accordée si la TVA a été acquittée.

Somme toute, la Belgique est parvenue sans trop de modifications à sa législation intérieure, à se conformer aux prescriptions découlant de la sixième directive communautaire en matière de

TVA. La TVA n'est plus prélevée que sur le prix réellement payé pour une voiture et si le prix réel ne correspond pas au prix catalogue, l'état prélève un impôt sur une fiction, l'écart entre ces deux prix. Les recettes fiscales de l'ancien système sont ainsi maintenues dans le nouveau régime mais seule l'étiquette change de nom. La taxe d'inscription apparaît une fois de plus comme une manœuvre pour échapper aux obligations communautaires en matière de fiscalité.

Jan Van hoof

# Présence chinoise

Le 7 février un Centre commercial chinois pour l'Europe occidentale a été inauguré à Hambourg. A cette occasion, Monsieur Willy De Clercq, responsable des Relations extérieures et de la politique commerciale a exprimé, au nom de la Commission des CE et en présence du Ministre chinois du commerce, Madame Chen Muhua, le souhait de voir se développer pleinement le potentiel des relations commerciales et que soit renforcée la part relative de la Communauté du marché chinois. „Nous félicitons les dirigeants chinois des succès emportés en 1984 dans le secteur industriel dont la production a augmenté de 13,6 %.

L'action du Gouvernement chinois vise d'assurer la place et le statut conforme à son prestigieux passé... Parmi les moyens mis en œuvre pour atteindre ses objectifs ambitieux, la Chine pratique avec résolution une politique d'ouverture vers l'étranger et entend, à cet effet, faciliter, intensifier et diversifier les relations commerciales et économiques avec ses partenaires...

Le fait que la Chine et la Communauté tentent chacune de leur côté une expérience unique et cela en toute indépendance, tout en voulant une coopération accrue avec tous les pays tiers, nous rapproche...

La „China United Trading Corporation”, qui est l'appellation correcte du Centre commercial, commence ses activités multiples au moment où en Chine même on assiste à de profonds changements en matière de politique commerciale...

Dans ce vaste programme de développement de l'économie chinoise, l'Europe occidentale a la possibilité de jouer un rôle capital. D'abord, elle est particulièrement bien placée pour participer à la modernisation des entre-

prises existantes. La Commission des Communautés européennes entend poursuivre son action d'envoi d'experts à cet effet. Ensuite, nous pouvons apporter une technologie adéquate dans les secteurs de pointe ou aux grands projets prioritaires. Enfin, nos amis chinois nous affirment que nous pouvons leur être utiles en formant certains experts, que ce soit en gestion d'entreprises, dans le domaine de l'informatique, de l'énergie ou bien de la promotion commerciale ou de l'interprétation...

La „China United Trading Corporation” va donc offrir ses services à nos opérateurs au bon moment, car elle les aidera à se familiariser avec les réformes en cours et à mieux comprendre les nouveaux besoins. En même temps, elle facilitera aux opérateurs chinois le marketing et la prospection de nos marchés”.

## Dix ans après

L'intérêt manifesté par la Chine pour la construction européenne remonte au début des années 1970. Outre les aspects proprement politiques, des questions liées à la politique commerciale commune ont incité également à renforcer les contacts entre la République Populaire de Chine et la Communauté.

Les accords commerciaux bilatéraux entre les Etats membres et la Chine arrivaient à échéance à la fin de l'année 1974, conformément aux décisions prises par les institutions communautaires concernant l'instauration d'une politique commerciale commune.

Aussi, au mois de novembre 1974 la Communauté a transmis à la République Populaire de Chine un aide-mémoire, indiquant sa volonté de conclure un accord de commerce.

Lors d'une visite en Chine en 1975 de Sir Christopher Soames, alors

Vice-Président de la Commission, le gouvernement chinois a annoncé sa décision d'établir des relations officielles avec la Communauté et d'accréditer un ambassadeur. De même les autorités chinoises ont exprimé l'intention d'examiner favorablement la proposition de la Communauté de négocier un accord commercial approprié pour remplacer les accords bilatéraux venus à expiration.

C'est le 3 avril 1978 que fut signé l'Accord Commercial entre la Communauté Européenne et la République Populaire de Chine, marquant une étape importante dans le rapprochement entre l'Europe et la Chine.

Le 18 juillet 1979 fut paraphé un accord textile.

Le programme de formation de cadres chinois dans divers services de la Commission et les nombreuses visites de personnalités dans les deux sens ont multiplié les contacts fructueux.

La semaine commerciale CE-Chine au printemps 1981, motivant la venue dans la Communauté de la plus importante délégation économique à haut niveau qui se soit jamais déplacée hors de Chine, (cent personnes), constitue un jalon essentiel dans les relations CE-Chine depuis la signature de l'accord commercial. Première manifestation de ce genre organisée par la Commission avec un pays tiers, elle a œuvré dans le sens d'un examen de possibilités nouvelles, aussi bien pour les exportations chinoises vers la Communauté dans les secteurs de demande effective que pour les exportations communautaires de machines et d'équipement à destination de la Chine.

Faisant suite à une mission de hauts fonctionnaires de la Communauté européenne en Chine en novembre 1981, le séjour à la Commission et dans les Etats membres d'une délé-

gation chinoise de fonctionnaires de l'énergie en février-mars 1982 a jeté les bases d'une collaboration étendue et à long terme dans ce domaine.

Lors de sa visite à la Commission le 5 juin 1984 à Bruxelles, le premier Ministre chinois, Monsieur Zhao, a exprimé le souhait de voir son pays développer davantage sa coopération avec la Communauté p.e. en élargissant l'accord commercial de 1978 de manière à y incorporer la coopération économique. Pour sa part, la Commission voudrait que cette coopération s'étende également aux domaines de l'énergie et des transports.

Le 27 septembre 1984, le Vice-Président de la Commission, Monsieur W. Haferkamp, a paraphé à Pékin le nouvel accord commercial et économique.

Monsieur De Clercq et Madame Chen Muhua ont convenu que le nouvel accord CE-Chine sera signé à Bruxelles au mois de mai prochain. La signature coïncidera avec le dixième anniversaire des relations entre la Communauté et la Chine.

Il a été également convenu qu'une nouvelle semaine commerciale CE-Chine aura lieu à Bruxelles vers la fin 1985 qui profitera de l'expérience de la première semaine organisée en 1981. Pour conclure, Monsieur De Clercq a déclaré à Hambourg : „L'Europe occidentale et la Chine, chacun de leur côté ont été au cours de l'histoire des foyers déterminants pour le développement de la culture, du progrès scientifique et économique. Nul doute, que le resserrement de la relation, auquel ce Centre contribuera, permettra à l'esprit créatif de leurs peuples, à leurs potentiels économiques et scientifiques de participer de façon encore plus substantielle au progrès de l'humanité”.



# LA VIE DE LA COMMUNAUTE

## La gestion des ressources humaines dans les nouvelles technologies

**Une conférence organisée à Galway (Irlande) vient d'examiner les liens entre l'enseignement et l'industrie des nouvelles technologies. De nouvelles initiatives, tels les programmes de formation dans les entreprises, ont été qualifiées „d'îlots dans un océan de désastre”. Euroforum a cherché à savoir pourquoi.**

Le défi que doit relever la nouvelle Commission aujourd'hui est de définir une stratégie qui intégrera les aspects humains de la révolution technologique aux conséquences industrielles. Elle participe déjà à des programmes destinés à améliorer la position des Etats membres de la CE dans la course aux nouvelles technologies. Ils consistent principalement à stimuler l'industrie pour qu'elle produise le matériel nécessaire à la technologie de l'information, mais, aussi à la technologie de la communication, la biotechnologie, etc... Dans ce domaine, la balance ne penche pas en faveur de l'Europe puisque, pour les technologies de l'information par exemple, elle ne possède que 10 % du marché mondial et 40 % de son propre marché.

Mais la Commission examine aussi les problèmes et les perspectives que ces nouvelles technologies apportent dans les domaines sociaux, de l'éducation et de l'emploi. Ces problèmes et les problèmes industriels sont liés et sont rattachés à la même nécessité de placer l'Europe sur la scène des nouvelles technologies.

En janvier 1984, la Commission a élaboré les grandes lignes d'une stratégie dans une communication. Changements technologiques et adaptation sociale (COM(84)6), qui attirait l'attention sur le besoin d'une politique communautaire en matière d'éducation et de formation dans le domaine des nouvelles technologies. Elle soulignait également la nécessité de consulter et de faire participer ceux dont les emplois seraient affectés par l'introduction de ces technologies. Elle reconnaissait que cette „troisième révolution” in-

dustrielle avait des conséquences bénéfiques, mais aussi néfastes, puisqu'elle entraînait des pertes d'emplois et des déqualifications aussi bien que la création de nouveaux emplois, et qu'il était donc important de se pencher sur ces conséquences humaines.

Cette communication fut discutée par les ministres concernés en juin 1984 puis par les chefs d'Etat et de gouvernement à Fontainebleau qui ont approuvé la position de la Commission. Six mois plus tard, à la fin de la Présidence irlandaise, c'est-à-dire en décembre 1984, la Commission a organisé avec la collaboration d'organismes d'enseignements irlandais, une conférence à Galway qui devait examiner la question de la coopération entre l'industrie et l'éducation dans le domaine de la technologie de pointe dans la CE.

La conférence qui réunissait des représentants de l'enseignement supérieur, de l'industrie, d'organismes publics de tous les Etats membres et des représentants de la Commission, a permis d'évaluer la position actuelle et de formuler des lignes directrices pour les propositions que doit faire la Commission dans le domaine de la gestion des ressources humaines.

La condition primordiale de la réussite d'une politique communautaire dans ce domaine reste la relation entre l'industrie et l'éducation. Si ces deux secteurs ne comprennent pas qu'ils sont interdépendants, il y a peu d'espoir que l'Europe ne réduise la distance qui la sépare du peloton de tête dans cette course, c'est-à-dire les Etats Unis et le Japon ainsi que les pays d'Asie où les nouvelles technologies se développent plus rapidement qu'en Europe.

Au cours de la conférence, plusieurs programmes de coopération entre l'industrie et l'enseignement supérieur ont été décrits aux participants, comme, par exemple, le programme britannique qui encourage la rencontre entre les établissements d'enseignement et les jeunes diplômés et les entreprises qui veulent améliorer leurs technologies ou l'unité gérée par l'Université technique de Berlin qui place les étudiants et les jeunes diplômés dans de petites et moyennes entreprises.

Mais malgré ces exemples, dont certains, comme le programme britannique, fonctionnent depuis plusieurs années, le verdict fut que la coopération entre l'enseignement et l'industrie en Europe reste peu développée, au point qu'un participant a qualifié ces exemples „d'îlots au milieu d'un océan de désastre”. De nombreux participants ont confirmé ce que l'on pouvait soupçonner, c'est-à-dire que beaucoup sont formés de façon trop rigide par les universités avec, comme résultat, un manque de flexibilité pour s'adapter au rythme d'innovation que requiert le développement des nouvelles technologies. De plus les universités n'offrent pas le recyclage nécessaire, laissant aux universités américaines le champ libre avec les conséquences que l'on peut imaginer sur la recherche et le développement en Europe. Par ailleurs, l'industrie n'est pas assez sensible aux difficultés rencontrées par les responsables de l'enseignement supérieur qui changent les programmes pour répondre aux besoins de l'industrie et découvrent que ces besoins ont changé entre temps et ceci dans un climat de restrictions budgétaires.

Mais la Commission ne pouvait pas retenir que ce pessimisme de Galway. Elle se doit de faire quelque chose pour redresser cette situation. Elle peut, par exemple, apporter son soutien à des études qui analyseront la taille et la nature du manque de main-d'œuvre qualifiée dans les nouvelles technologies en Europe. Elle peut évaluer le succès rencontré par les différents organismes nationaux dans leurs programmes d'encouragement des relations entre l'industrie et les organismes d'enseignement, les plus réussis pouvant servir de modèles



européens. Elle peut encourager la création d'un réseau d'établissements d'enseignement supérieur et d'entreprises dans la Communauté qui désirent échanger des informations sur les cours de formation, les séminaires etc. Elle peut faire des recommandations sur le contenu des formations auquel se conformeraient les entreprises et les universités qui bénéficient ou bénéficieraient de contrats attribués dans le cadre de programmes communautaires comme ESPRIT. Elle pourrait encourager la mobilité des étudiants, des enseignants, des cadres, des scientifiques et des technologues entre l'université et l'industrie et vice-versa d'un Etat membre à l'autre, des fonds communautaires pouvant être utilisés pour couvrir une partie des frais de voyage et d'hébergement.

Depuis 1976, en effet, la Communauté coordonne un programme d'échange d'étudiants et d'enseignants. Quelques 800 personnes y ont déjà participé. Par ailleurs, le Fonds social européen subventionne certains programmes de formation, notamment dans les technologies de l'information et des programmes de formation de courte durée sont offerts par le CREST (Comité de recherche scientifique et technique de la Communauté).

L'objectif serait donc d'élargir ces possibilités en facilitant les placements dans le secteur des nouvelles technologies, avec des stages d'un an environ. Un choix qu'ont approuvé les participants au cours de la conférence, certains estimant que ceci pourrait peut-être même conduire un jour à la reconnaissance mutuelle des qualifications et des programmes de l'enseignement supérieur dans la Communauté.

Ces échanges entre les universités et l'industrie sont un élément essentiel du processus d'innovation, surtout dans le domaine des nouvelles technologies, où le travail des jeunes diplômés est très important. C'est un échange qui est à l'avantage des deux parties comme on peut le constater en Californie et dans le Nord-Est des Etats Unis. Mais c'est aussi une réalité en Europe, bien que les efforts semblent beaucoup plus fragmentés. Si la Commission pouvait trouver le moyen d'étendre ces initiatives et d'encourager les discussions entre les enseignants, les spécialistes et les responsables de l'industrie dans la Communauté, elle apporterait une contribution im-

portante pour encourager les chances de l'Europe de trouver une meilleure place dans les nouvelles technologies.

## Fonds social : 1984, l'année des jeunes

Avec l'adoption en décembre d'une ultime tranche de concours du Fonds social européen, le total des crédits distribués par ce dernier a atteint en 1984 un montant de 83,6 milliards de FB.

Les projets destinés à procurer des emplois aux jeunes se sont taillé la part du lion, atteignant un montant de 63,6 milliards de FB. Cela correspond aux nouvelles règles du Fonds social, adoptées en octobre 1983, règles qui réservent les trois quarts des ressources disponibles chaque année aux projets intéressant les „moins de 25 ans". Les personnes âgées bénéficient d'environ 20 % du total tandis que 5 % sont réservés au financement de „projets innovateurs."

Les autres critères d'attribution des concours du fonds sont liés à des considérations régionales. Hormis les 5 % réservés aux projets innovateurs, 40 % des ressources disponibles sont destinées aux régions défavorisées que sont le Groenland, la Grèce, les départements français d'outre-mer, le Mezzogiorno italien, l'Irlande et l'Irlande du Nord. En outre, dans ces régions, le Fonds social peut contribuer au coût des projets dans la proportion de 55 %. Dans les autres régions, la limite est de 50 %.

Ces nouvelles règles traduisent la volonté des gestionnaires du fonds de corriger les déséquilibres existant entre les régions, de favoriser la création d'emplois et de permettre aux jeunes d'acquérir des qualifications professionnelles adaptées à l'époque où nous vivons.

On constatera par exemple que, sur les 63,6 milliards de FB destinés aux jeunes, 22,54 milliards de FB iront aux régions défavorisées. Dans ces mêmes régions, les mesures en faveur des „plus de 25 ans" représentent 10 milliards de FB contre 7,87 milliards de FB dans ces régions non classées comme telles.

## Olympiades européennes pour handicapés mentaux

La seconde édition des *European Special Olympic Games* (Jeux olympiques spéciaux d'Europe) aura lieu en juillet prochain à Dublin et les préparatifs vont bon train. Peut-être faut-il rappeler que ces épreuves sont réservées aux handicapés mentaux et qu'elles ont eu lieu pour la première fois en Belgique, en mai 1981. 2.500 athlètes venus de 13 pays y avaient participé et l'on escompte qu'ils seront aussi nombreux à Dublin, apportant ainsi la preuve que ces Jeux se sont imposés dans le monde du sport et de la rééducation.

### Gagner n'est pas tout !

Ces Olympiades sont spéciales parce la compétition physique n'en est qu'un aspect — et peut-être pas le plus important. En effet, le degré de handicap peut varier considérablement d'un participant à l'autre. Alors comment apprécier la performance ? D'autre part, le but recherché est essentiellement de donner l'occasion à des handicapés mentaux de se rencontrer sur le terrain du sport, de voyager, de se soumettre à un entraînement physique régulier, de développer leur confiance en eux-mêmes et de jouer un rôle dans la société. En ce sens, on peut dire que les épreuves de Dublin seront parfaitement conformes à l'idéal olympique : „Célébrer l'intégralité du corps humain". Ce qui veut dire : servir l'accomplissement spirituel autant que l'accomplissement physique. Ceux qui déplorent la commercialisation du sport trouveront là un sujet de consolation.

### A l'Européenne !

Les *European Special Olympic Games* sont la plus grande manifestation sportive du monde réservée aux handicapés mentaux, enfants ou adultes. L'initiative vient d'Amérique, plus précisément de la Fondation Joseph F. Kennedy. C'est récemment qu'une „antenne" européenne a été créée en Belgique sous la direction de Bernard Jurdant, ancien directeur général du Centre Reine Fabiola, une institution qui abrite en permanence 350 jeunes handicapés mentaux adultes : M. Jurdant est donc un homme d'expé-

rience et c'est peut-être pourquoi les *European Special Olympic Games* ont acquis grâce à lui leur autonomie. Parce que l'Europe, dans ce domaine, comme dans d'autres, a ses problèmes particuliers qui requièrent des solutions particulières.

#### Les critères : participation et entraînement

Bernard Jurdant a été l'initiateur de la première Conférence olympique spéciale d'Europe qui a eu lieu l'année dernière et qui se tiendra désormais tous les ans. Objet : mettre en commun les idées et les cultures, de manière à coordonner les programmes nationaux, y compris les programmes d'entraînement. Les problèmes propres aux handicapés impliquent des solutions spéciales qui exigent de la recherche et de l'imagination. Exemple : compte tenu des degrés différents de handicap, selon les individus, comment concevoir les sports d'équipes ? Comme les prix ne sauraient récompenser la performance pure, ils seront attribués pour la participation et pour le succès dans l'entraînement.

Bernard Jurdant voudrait que les *European Special Olympic Games* puissent réellement couvrir toute l'Europe, mais, là comme ailleurs, les difficultés financières apparaissent formidables. En outre, les médias ont eu jusqu'à présent une attitude hésitante vis à vis des Jeux et ceux-ci n'ont guère bénéficié de publicité. Les organisateurs ne peuvent donc guère compter que sur eux-mêmes. Lors de la première conférence, un comité des directeurs nationaux (Belgique, France, Grèce, Irlande et Royaume-Uni) a été

constitué avec mission de réunir des fonds...

#### Un palmarès impressionnant

En dépit de tous ces problèmes, le palmarès des „Olympiades spéciales” est impressionnant. En 1968, la famille Kennedy était informée qu'un handicapé mental est incapable de courir 100 mètres et de nager sur 50 mètres. En outre, le concept même de travail d'équipe, dans des sports comme le football ou le basket-ball, dépasse sa compréhension. Des réformes ont donc été adoptées. Maintenant, le sport des handicapés, tant physiques que mentaux, a fait des progrès considérables. L'été dernier, à Los Angeles, Pol Van Winkel, handicapé physique, a gagné une médaille d'or pour le 1500 mètres sur chaise roulante. Peut-être, en 1988, verrons-nous à Séoul un athlète handicapé mental...

A l'heure actuelle, ils sont un million et demi dans le monde, répartis dans une cinquantaine de pays, de Taiwan à l'Australie et de Sainte-Lucie à Israël.

## Orchestre des jeunes de la CE

1985, on le sait, est l'Année européenne de la musique et l'Orchestre des jeunes de la Communauté se devait, plus que toute autre formation, d'apporter sa contribution à l'événement. Il le fera en deux tournées,

l'une printanière, l'autre estivale, sous la direction de Claudio Abbado et sous celle de Leonard Bernstein, ainsi qu'avec le concours de chœurs réputés : Wiener Jeunesse Chor, London Symphony Chorus, BBC Symphony Chorus et Hiroshima Children's Choir.

La tournée de printemps qui aura lieu du 12 au 21 avril, conduira l'orchestre à Venise, Bruxelles, Luxembourg et en Allemagne. Au programme, on notera en particulier „Lontano et le Grand Macabre” de Ligeti, interprété sous la direction de Matthias Bamert. Des concerts de musique de chambre, exécutés par l'Ensemble formé à partir de l'orchestre, sont également prévus.

L'orchestre présentera également certaines œuvres commandées spécialement à de jeunes compositeurs des dix pays de la Communauté. A l'occasion du tricentenaire de la naissance de Bach et de Haendel, des œuvres de ces deux grands classiques seront également au programme.

Quant à la tournée d'été, elle commencera le 27 juillet en l'église abbatiale de Saint-Albans, en Angleterre, et se terminera le 23 août par un enregistrement pour l'Eurovision de la symphonie No 2, dite „La résurrection”, de Mahler. Elle conduira l'orchestre à Londres, Dublin, Berlin, Copenhague et Paris. C'est Claudio Abbado qui dirigera l'orchestre pour „La résurrection”. Leonard Bernstein tiendra la baguette pour les autres grandes soirées dont le programme comprendra sa Symphonie No 3 ainsi que „Leonore” de Beethoven.



Le 6 février 1985 avait lieu une réunion d'information et de travail réunissant les responsables des secteurs de l'enseignement secondaire, les inspecteurs et les responsables du Bureau de Presse et d'Information de la Commission.

De gauche à droite : M. le Chanoine L. Grimmonprez, Adjoint au Directeur Général du Secrétariat National de l'Enseignement Catholique; M. Dumortier, Directeur-Général au Ministère de l'Education Nationale; M. J. Poorterman, Directeur du Bureau de Presse et d'Information de la CE, M. Vlaeminck, Administrateur-Délégué CPEONS-UCVB et M. J.F. van den Broeck, également du Bureau de Presse et d'Information de la CE.



## LA VIE DE LA COMMUNAUTÉ

### Elargissement : regain d'optimisme

Les efforts entrepris en vue de l'élargissement de la Communauté se poursuivent et l'on continue plus que jamais d'espérer que l'Espagne et le Portugal pourront adhérer le 1er janvier 1986.

Pourtant, la dernière réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté avec leur collègue espagnol M. Fernando Moran, n'a pas permis de résoudre les grands problèmes de la pêche, de l'agriculture et du vin. Par contre, on s'est mis d'accord sur le démantèlement des barrières tarifaires pour les produits industriels. Et M. Peter Barry, ministre des affaires étrangères d'Irlande, qui présidait la réunion, a pu déclarer : „Personne ne peut plus avoir de doute maintenant au sujet de la date d'accession”.

On pense, a encore indiqué M. Barry, que les négociations seront terminées d'ici au prochain „sommet” européen (en mars), la Grèce ayant levé les objections qu'elle avait formulées au sujet des termes du traité d'accession.

Si ces prévisions se révèlent exactes, il restera encore assez de temps dans l'année pour que les parlements nationaux des Etats membres puissent ratifier le traité, permettant ainsi l'adhésion des deux pays ibériques à la date prévue.

### Vivre dangereusement....

Chaque année plus de 30.000 personnes trouvent la mort, dans la Communauté, à la suite de ce que l'on appelle des „accidents domestiques”, lesquels sont également la cause de 40 millions de blessures. Chutes, brûlures, coupures, empoisonnements, électrocutions, etc. représentent non seulement un total

impressionnant de souffrances et de pertes humaines, mais aussi un coût économique considérable, sous forme de frais d'hospitalisation et d'assurances maladie. Ce coût est estimé à plus de 1.350 milliards de FB, auxquels il faudrait encore ajouter les pertes de production.

Tout ce qui précède est extrait d'une communication de la Commission européenne au Conseil des ministres (COM(84)735). C'est la compilation de données recueillies dans l'ensemble de la Communauté sur une période de 30 mois. Les accidents de la circulation et du travail ne sont pas compris dans le total et l'on peut ainsi constater qu'infiniment plus de gens s'occasionnent des blessures en restant chez eux qu'en prenant la route : les accidents de la circulation représente 1,56 millions de blessés par an „seulement” soit à peine plus de 4 % du total des victimes des accidents domestiques. Il est vrai que la gravité des blessures n'est pas toujours comparable.

La Commission européenne estime en tout cas qu'il devrait être possible de réduire sensiblement les dimensions de ce désastre quotidien. La plupart des accidents domestiques sont provoqués, en effet, par une combinaison d'imprudence et de défectuosité des produits de consommations utilisés dans la vie de tous les jours. D'où la suggestion d'instituer un système de collection de l'information à l'échelle de la Communauté.

Les sources d'une telle information pourraient être les services hospitaliers, les centres de secours, les compagnies d'assurances et les associations de consommateurs, collaborant toutes et tous avec les autorités pour détecter et éliminer rapidement les produits dangereux. De tels systèmes existent déjà en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. Dans d'autres pays membres, des études sont en cours. La Commission voudrait instaurer une action à l'échelle européenne. Sa proposition s'attaque également au problème des „causes humaines” d'accidents : les fabricants et les associations de consommateurs seraient appelés à contribuer non seulement à l'amélioration des produits mais aussi à l'éducation des utilisateurs.

Un système similaire fonctionne aux Etats-Unis. Résultat : 5 millions d'accidents en moins chaque année, d'où une économie de 14 milliards de dollars. Au cours actuel, faites le calcul...

### La fin des pétarades ?

Le passage des motos dans les rues de nos villes se fait souvent aux dépens des tympans des malheureux passants. Si l'on veut se battre contre cette forme de pollution urbaine, estime le député européen chrétien démocrate Raphaël Chanterie, il faut réduire dans toute la Communauté le taux de décibels autorisé pour les deux roues. Il demande que soient élaborées des méthodes de mesures qui reflètent avec précision le préjudice subi par le piéton au passage de ces bolides bruyants.

Une action globale est nécessaire, avec un examen des taux de bruits et de la consommation des motos, et la législation adoptée devra être appliquée dans toute la CE pour éviter les obstacles techniques aux échanges. Une réduction des taux de décibels autorisés devrait être suivie d'une évaluation des résultats après un an, et de nouvelles réductions seraient alors décidées.

### „Beurre de Noël” : stocks réduits

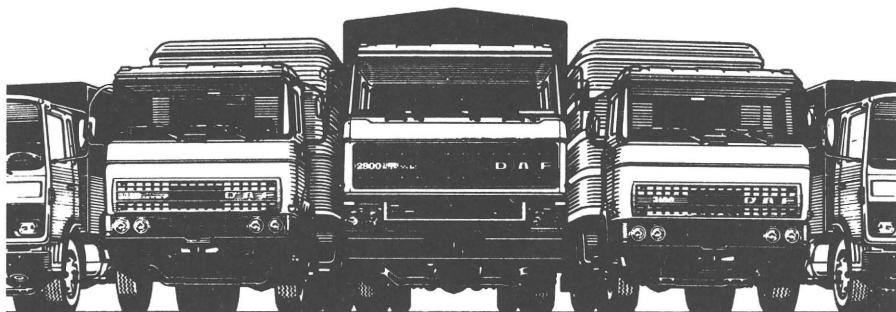
L'opération „Beurre de Noël” a indubitablement contribué à faire baisser de manière sensible les stocks de la Communauté, constate-t-on à Bruxelles.

On sait que 200.000 tonnes de beurre avaient été mises en vente à des prix-chocs (baisse moyenne : 50 %). Les stocks publics qui, en septembre dernier, atteignaient près d'un million de tonnes se sont ainsi trouvés réduits, à Noël, à 885.048 tonnes tandis que les stocks privés passaient de 215.260 à 138.858 tonnes. Signalons que les trois quarts des quantités mises sur le marché au titre de l'opération „Beurre de Noël” provenaient des stocks publics et le reste des „frigos” privés.

Les frais de stockage des excédents de beurre coûtent quelque 22,5 milliards de FB par an. L'opération „Beurre de Noël” permettra de les réduire de façon substantielle.



# L'EUROPE ET LES EUROPEENS



## Transports : sur la bonne route

Les ministres de la Communauté ont accompli, au cours de leur réunion de décembre, un important pas en avant sur la voie d'une politique commune des transports. En effet, ils ont fini par se mettre d'accord sur une directive harmonisant le poids et les dimensions des véhicules lourds, y compris les autocars et certains camions. Or, l'absence d'accord sur cette question bloquait depuis longtemps toute une série de mesures dans le secteur des transports, mesures que les ministres ont donc pu enfin adopter officiellement.

Le „paquet” avait été approuvé en mai dernier, mais, au cours de deux réunions ultérieures, il s'était avéré impossible de débloquer la question des poids et dimensions. Cela est donc fait aujourd'hui. Toutefois la nouvelle directive s'appliquera seulement à l'utilisation des poids lourds et autocars visés dans l'ensemble de la Communauté. Il faudra une seconde directive, actuellement en cours de préparation, pour étendre ces dispositions à la fabrication des véhicules dans la Communauté. De plus, il a fallu tenir compte des objections du Royaume-Uni et de l'Irlande qui trouvaient excessif le poids maximum de 40 tonnes proposé par les autres pays. Ce poids a été adopté comme règle générale, mais l'Irlande et le Royaume-Uni pourront y faire exception sur leurs territoires. Cette exception sera réexaminée en 1987 et toute modification

éventuelle exigera une décision unanime des ministres.

Autre mesure adoptée officiellement par les ministres : l'augmentation régulière du nombre des permis de transport intracommunautaires, qui sont appelés à remplacer les multiples permis bilatéraux qui dominent actuellement les transports routiers.

Il a été décidé que 1986 sera „L'Année de la sécurité routière”. On s'efforcera d'autre part d'accroître la coopération entre les sociétés de chemins de fer. Enfin les ministres ont autorisé diverses actions de financement de projets d'infrastructures dans la Communauté.

Donc, dans l'ensemble, une réunion des plus fructueuses. Mais les ministres des transports ont encore beaucoup de pain sur la planche : il leur faudra examiner sérieusement une multitude d'autres propositions présentées par la Commission, notamment en matière de transports maritimes et aériens.

## 1984 : année-charnière pour la PAC

Pas de doute : 1984 entrera dans l'histoire de la Communauté européenne comme l'année de la réforme de la Politique agricole commune. En effet, les efforts patients déployés au fil des années par la Commission pour adapter la PAC aux réalités de l'heure ont porté leurs fruits lors de l'adoption du fameux „paquet du 31 mars” par les ministres des Dix : quotas laitiers, rigueur en matière de prix, réforme

des aides et subventions, „seuils” (en réalité : plafonds) de garantie et une nouvelle méthode de démantèlement des montants compensatoires étaient les principaux éléments de cet ensemble de mesures.

1984 a été également une année de production record et d'augmentation des revenus agricoles, ce qui veut dire que les finances communautaires ont été plus que jamais soumises à rude épreuve.

Toutes ces ombres et lumières de la „PAC” se lisent dans le Rapport annuel sur la situation de l'agriculture dans la Communauté, rapport que la Commission vient de publier.

La Commission souligne que les institutions communautaires n'ont pas ménagé leurs efforts pour remettre la PAC sur le bon chemin mais elle insiste sur les vertus de la persévérance : le programme de rationalisation doit être mené à bien, surtout en ce qui concerne le secteur viticole et la politique des structures. Tout cela est nécessaire pour que l'agriculture européenne garde la place qui lui revient sur les marchés mondiaux, face à une concurrence sans merci.

Cela est d'autant plus vrai que, comme il est dit plus haut, certaines récoltes ont atteint des niveaux records : grâce à des conditions atmosphériques favorables, la production de céréales, en 1984, a dépassé de 22 % le niveau de 1983, tandis que l'on enregistrait une augmentation de 34 % pour les graines oléagineuses, de 13 % pour la betterave à sucre, de 19 % pour les pommes de terre, de 5 % pour le bœuf et le veau. Le résultat a été une augmentation moyenne réelle de 3,8 % des revenus agricoles.

A l'horizon 1990, les auteurs du rapport prévoient un équilibre de l'offre et de la demande pour la viande de porc, les œufs, les volailles et les pommes de terre, mais toujours des excédents pour le lait, les céréales, le sucre, le vin et le bœuf. Deux éléments joueront un rôle important dans la situation d'ensemble : les possibilités d'exportation des produits communautaires et la réduction des importations agricoles, qui a représenté en 1984 près de 2.250 milliards de FB.

**7 janvier**

La nouvelle Commission européenne entre en fonction. Au cours d'une conférence de presse, le président Jacques Delors déclare qu'il se gardera de toute promesse en l'air et qu'il ne donnera pas dans ce qu'il appelle „l'euroessimisme”.

**9 janvier**

Entretien entre M. François Mitterrand et M. Pierre Pflimlin, président du Parlement européen. Principaux sujets abordés : les problèmes interinstitutionnels et l'avenir du projet d'Union européenne.

**9 janvier**

Signature d'un accord de pêche entre la Communauté et Madagascar.

**10 janvier**

Entretien entre M. Frans Andriessen, commissaire européen à l'agriculture, et M. R. Filippo Pandolfi, ministre de l'agriculture d'Italie. La conversation porte sur tous les problèmes agricoles qui devront être abordés au cours de la présidence italienne de la Communauté, qui a débuté le 1er janvier.

**10 janvier**

Important jugement de la Cour de justice européenne : les législations nationales instituant — comme en France — un prix minimum des livres ne sont pas contraires à la législation communautaire, à condition qu'elles n'empêchent pas la libre circulation des livres.

**10 janvier**

Confirmation de l'accord entre la Communauté et les Etats-Unis au sujet des exportations européennes de tubes d'acier vers le marché américain.

**11 janvier**

A Rome, le président Delors s'entretient avec M. Bettino Craxi, Premier ministre d'Italie, et M. Giulio Andreotti, ministre des affaires étrangères, sur le programme de la présidence italienne.

## Profession à risques : pêcheur

La pêche est l'une des industries les plus dangereuses dans la Communauté et le taux d'accidents mortels augmente toujours. James Provan, député conservateur au Parlement

## AIDE- MEMOIRE

**14 janvier**

Strasbourg : Session plénière du Parlement Européen. Présentation à l'assemblée de la nouvelle Commission et déclaration d'orientation du président Jacques Delors, qui a défini les 3 axes principaux de sa politique : un grand marché de coopération industrielle, le renforcement du SME et de l'Ecu, la convergence des économies.

**14 et 15 janvier**

Bruxelles : Les ministres de l'agriculture ont consacré la réunion aux questions restées en suspens : la réforme du marché viti-vinicole et la nouvelle politique des structures. Objectif de la présidence italienne : que ces deux dossiers soient réglés pour la fin février, avant les débats sur les prix agricoles. Des décisions ont été possibles sur les contingents, importations de viande bovine en provenance des pays tiers et les ministres ont examiné certains aménagements proposés par la Commission concernant le mécanisme des quotas laitiers.

**15 janvier**

Strasbourg : Pour la première fois les parlementaires ont donné leur investiture à la Commission. La confiance a été exprimée par 207 voix pour, 34 contre et 37 abstentions.

**16 janvier**

Strasbourg : Discours du président du Conseil, Giulio Andreotti, devant l'assemblée européenne. Le ministre italien des Affaires Etrangères a exprimé la volonté de convoquer une conférence institutionnelle en vue de la négociation du Traité

d'Union Européenne. De plus, il souhaite trouver une solution au problème du budget 85 en tenant compte du rôle du PE, faire aboutir la négociation d'élargissement, et enfin, donner la priorité à la lutte contre le chômage.

**16 janvier**

Bruxelles : Conclusion des négociations CE/Pakistan en vue d'un nouvel accord de coopération économique et commerciale.

La Commission propose que soit adopté un régime transitoire ACP/CE anticipant plusieurs points de Lomé III.

**17 janvier**

Strasbourg : Le Parlement autorise l'utilisation de certains 12mes provisoires dont ceux destinés à l'aide alimentaire.

**18 janvier**

Bruxelles : Rencontre entre Lorenzo Natali, commissaire européen chargé des négociations d'élargissement et Manuel Marin, secrétaire d'état espagnol aux Affaires Européennes, en vue de la préparation de la prochaine session ministérielle le 28 et 29 janvier.

**22 janvier**

Bruxelles : Le Président de la Commission, Jacques Delors, reçoit le Secrétaire-Général du Conseil de l'Europe, Monsieur Oreja.

**24 janvier**

Bruxelles : Premier rapport sur le programme „Esprit”, une année après son lancement. En 1984, 104 projets de techniques d'information ont été lancés, avec 584 participants : industries, universités et centres de recherches. Coût global : 360 millions d'Ecus, dont la Commission a payé la moitié.

**24 janvier**

Luxembourg : Les nouveaux membres de la Commission prêtent serment devant la Cour européenne de Justice, après le vote de confiance du Parlement européen.

européen, a lancé un cri d'alarme et demande qu'un code de conduite soit élaboré pour toutes les flottes communautaires.

Il est certain, comme il le souligne, que les statistiques dans ce domaine sont inquiétantes, avec un taux de 200 accidents mortels pour 100.000 pêcheurs entre 1976 et 1980 au Royaume-Uni alors que les chiffres correspondants sont de 13 dans

la construction et 3 dans l'industrie de transformation.

M. Provan qui a conduit une étude dans ce domaine pour la commission de l'agriculture et de la pêche du Parlement européen, a établi les principales causes de ces tragédies : la remontée des prises sur les bateaux et le maniement des instruments de pêche, des treuils et des câbles.



Il voudrait que la Commission fasse des propositions pour améliorer la formation des pêcheurs, la conception des bateaux et pour développer la prévention des accidents dans ce secteur.

## Les étrennes des régions

Une nouvelle tranche d'aides du Fonds régional européen a été annoncée en décembre par la Commission : elle totalise plus de 6 milliards de FB.

La construction navale et l'industrie textile vont bénéficier d'une aide accrue au titre de la section hors-quota. La première est dans une situation difficile et le Fonds régional va donc voler à son secours, en France, en Allemagne et en Italie. La seconde connaît des heures sombres plus particulièrement dans certaines régions d'Allemagne.

Parmi les bénéficiaires de la nouvelle tranche, citons aussi les régions frontalières d'Irlande et d'Irlande du Nord, où le taux de chômage est particulièrement élevé. Aux aides déjà existantes s'ajouteront des subventions destinées aux petites entreprises et aux organismes d'orientation professionnelle.

Dans certaines régions bordant l'Atlantique, la mer du Nord ou la Baltique et qui subissent le contre-coup de la Politique commune de la pêche, des mesures spéciales seront prises : amélioration des installations portuaires, développement du tourisme, réaménagement des installations industrielles abandonnées pour qu'elles puissent accueillir de nouvelles entreprises, notamment des PME.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des aides par pays et par secteurs (en millions d'ECUs).

	GB	IRL	F	I	D	DK
Construction navale			14	12	8	
Industrie textile					16	
Zones frontalières	16	32				
Zones côtières	13		9			13

## Concurrence : on ne plaisante pas...

La Commission européenne a prouvé à plusieurs reprises qu'elle ne badine pas avec les firmes automobiles qui tentent d'empêcher la concurrence des prix de jouer pleinement à l'échelle de la Communauté. Elle vient de sévir de la même manière à l'encontre d'une société américaine de machines agricoles, la firme John Deere, qui s'est vu imposer une amende de 90 millions de FB.

Infraction classique résultant d'une situation classique : les machines agricoles sont plus chères au Royaume-Uni et en Grèce que dans les autres pays de la Communauté. Les agriculteurs et les distributeurs britanniques ou grecs sont donc tentés d'importer leur matériel de ces autres pays. Mais John Deere s'est efforcé d'empêcher de telles importations, de manière à maintenir des prix élevés en Grande-Bretagne et en Grèce.

C'est le syndicat britannique des exploitants agricoles qui voici près de trois ans, attira l'attention de la Commission sur ces pratiques. D'où une enquête approfondie, qui prouva que le premier contrat de distribution signé par John Deere dans la Communauté en 1967, interdisait la réexportation des produits de la marque américaine. Par la suite, depuis 1975, cette dernière s'est efforcée activement d'empêcher ces réexportations.

Il s'agissait là d'une infraction grave et prolongée aux règles de la libre circulation des biens à l'inté-

rieur de la Communauté. D'où l'amende infligée à John Deere, une amende qui aurait été bien plus lourde encore si, en 1983, cette société n'avait modifié ses méthodes de distribution dans un sens conforme aux règles communautaires.

## Amendes pour la sidérurgie

Si une entreprise sidérurgique communautaire dépasse les quotas de production qui lui sont fixés par la Commission, elle peut se voir infliger de lourdes peines en vertu d'une série de décisions prises entre 1981 et 1983 dans le cadre de l'Article 58 du Traité de la Communauté européenne de l'acier et du charbon.

C'est ainsi que des amendes d'un montant total de près de 19 millions d'Ecus (860 millions de FB) ont été infligées à des entreprises communautaires qui avaient dépassé leurs quotas en 1982 et 1983. Ces mesures ont touché deux firmes du Royaume-Uni, deux de France, deux d'Italie, deux d'Allemagne ; une entreprise aux Pays-Bas, et une en Belgique.

L'amende la plus élevée (9,75 millions d'Ecus - 442,5 millions de FB) a été imposée à British Steel pour une surproduction totale de 187.500 tonnes de certaines catégories de produits au cours du premier et deuxième trimestre 1983.

Les deux entreprises nationalisées françaises Sacilor et Usinor devront payer respectivement 2,45 millions d'Ecus (112,3 millions de FB) et 2,49 millions d'Ecus (113 millions de FB). Entre le quatrième trimestre 1982 et le troisième trimestre 1983, la surproduction de Sacilor a atteint 36.000 tonnes alors que Usinor dépassait ses quotas d'un total de 48.000 tonnes pendant la même période.

Aux Pays-Bas, Hoogovens Groep a reçu des amendes d'un montant de 61.450 Ecus (2,78 millions de FB) pour un dépassement de quotas de 1229 tonnes au cours du troisième trimestre 1983. Enfin Cockerill-Sambre en Belgique devra payer 620.570 Ecus (28,16 millions de FB) pour des infractions au cours du premier semestre 1983.

## Publications

Les publications suivantes sont disponibles auprès du Bureau de Presse et d'Information de la Commission, rue Archimède 73, 1040 Bruxelles ou à l'adresse indiquée :

- ☐ La politique européenne de l'acier (Le dossier de l'Europe, 2/85, janvier 1985).
- ☐ Les emprunts et prêts de la Communauté européenne (Le dossier de l'Europe, 1/85, janvier 1985).
- ☐ Catalogue 1979-1984 (Le dossier de l'Europe, 20/84, décembre 1984).
- ☐ Le Parlement européen (novembre 1984), disponible auprès du Bureau d'Information du Parlement européen, rue Belliard 97-113, 1040 Bruxelles.
- ☐ Convention ACP-CEE, Lomé III (Le Courrier Afrique-Caraïbes-Pacifique-Communauté européenne, n° 89, janvier-février 1985).
- ☐ Les femmes dans la Communauté européenne, dossier audio-visuel (Guide, 23 p.) + 51 diapositives et cassettes.
- ☐ Dialogue Producteurs-Consommateurs (Avis d'initiative du Comité économique et social, 1984, 63 p.), disponible auprès du Comité économique et social, rue Ravenstein 2, 1000 Bruxelles.
- ☐ Europe Sociale (Documentation européenne, SCAD Actualités, février 1985).
- ☐ Femmes d'Europe (n° 37, 15 septembre/15 novembre 1984).
- ☐ Fruit et légumes : Pourquoi les retraits du marché ? (L'Europe Verte, n° 205, novembre 1984).
- ☐ Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, FEOGA (Edition 1984, 14 p.).
- ☐ CEDEFOP, Centre européen pour le développement de la formation professionnelle — En bref — ainsi qu'une liste complète des publications disponibles auprès du CEDEFOP, Bundesallee 22, D-1000 Berlin 15.
- ☐ La Confédération Européenne des Syndicats (Informations syndicales, 31 p.).

Le 30 janvier dernier, un lunch-débat a été organisé par la Maison de l'Europe au Bureau de Presse et d'Information. Monsieur F. Herman, membre du Parlement européen et représentant belge au Comité Spaak II, a donné un aperçu de l'état des discussions au sein de ce groupe qui fut chargé par les chefs de gouvernements de proposer des solutions aux problèmes institutionnels européens.



### EN VENTE

**Au Moniteur belge, rue de Louvain 40-42, 1000 Bruxelles ; à la Librairie européenne, rue de la Loi 244, 1040 Bruxelles ; au CREDOC, rue de la Montagne 34/11, 1000 Bruxelles ou à l'adresse indiquée :**

- ☐ La situation de l'agriculture dans la Communauté, Rapport 1984 (1985, 436 p., 13 graphiques), 950 FB (TVA exclue).
- ☐ Rapport annuel 1983 (Europa Transport, 1984, 80 p.), 225 FB (TVA exclue).
- ☐ Analyse et prévisions 1984 (Europa Transport, 1984, 28 p.), 100 FB (TVA exclue).
- ☐ Atlas européen du Rayonnement Solaire, Volume I : Surfaces Horizontales (297 p.); Volume II : Surfaces Inclinaées (327 p., Verlag TÜV Rheinland, Ed. par W. Palz, Commission des CE), prix non communiqué.
- ☐ Abonnement Europe Sociale — Revue générale (3 n°s/an) : 700 FB. Abonnement Europe Sociale et suppléments : 2.000 FB (Office des Publications Officielles des Communautés Européennes, L-2985 Luxembourg).
- ☐ Dix-huitième Rapport général sur l'activité des Communautés européennes 1984 (1985, 396 p., 9 graphiques), 250 FB (TVA exclue).

## Vice-présidents de la Commission

Les Ministres des Affaires Etrangères ont nommé le 28 janvier les cinq vice-présidents de la Commission des CE : Messieurs Frans H.J.J. Andriessen (NL), Henning Christophersen (DK), Lord Cockfield (GB), Karl-Heinz Narjes (D) et Lorenzo Natali (I).

(Prière de corriger la faute à la page 10 d'EURinfo n° 94 de janvier-février 1985 où Claude Cheysson avait été mentionné au lieu de Henning Christophersen).

## Agenda

**6.2 :** Réunion des inspecteurs-généraux de l'enseignement secondaire; **8.2 :** Ecoles Techniques Provinciales (Boom); **11.2 :** Conférence de presse, CEDEFOP (Berlin); **21.2 :** Institut d'Etudes Européennes; **28.2 :** Journée d'études pour les étudiants en économie des universités de Gand et Louvain; **1-2.3 :** Réalités européennes du présent; **4-5.3 :** Hibo (Gent); **6.3 :** Comité National AEDE; **8.3 :** Athénée Royal (Chimay); **18.3 :** Ecole T.T.; **27.3 :** Lunch-débat, Maison de l'Europe; **11-28.4 :** Places d'Europe, exposition à l'Hôtel de Ville de Bruxelles; **17.4 :** Club Zilveren Passer (Berchem-Anvers).